

***l'Anti*capitaliste**

n°446 | 11 octobre 2018 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

FACE À UN POUVOIR AFFAIBLI
MAIS QUI MAINTIEN SON CAP

**LA CONFIANCE
DOIT CHANGER
DE CAMP!**

Dossier **PALESTINE:**

La question des prisonniers politiques – avec Salah Hamouri

Pages 6 et 7

ÉDITO

Notre planète, nos vies, la vie... valent plus que leurs profits!

Page 2

PREMIER PLAN

Brésil: forte et inquiétante progression de l'extrême droite

Page 2



ACTU POLITIQUE

Violences policières. Justice et vérité pour Adama: le combat continue

Page 4

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Samuel Burlot du festival Carnalorock

Page 12



Par CHRISTINE POUPIN

Notre planète, nos vies, la vie... valent plus que leurs profits!

Le rapport spécial du GIEC paru le 8 octobre est à la fois sans surprise (les impacts sociaux et environnementaux du changement climatique sont d'ores et déjà catastrophiques) et sans appel (la limite impérative à ne pas dépasser n'est pas 2°C d'augmentation de la température moyenne de la terre, mais 1,5°C).

Si l'expertise du GIEC est incontournable quand il s'agit d'évaluer le changement climatique, ses propositions sont biaisées par sa soumission aux impératifs capitalistes de la croissance et du profit. Du maintien du nucléaire au déploiement des technologies à émissions négatives – censées retirer du carbone – en passant par la géo-ingénierie – censée limiter l'entrée de l'énergie solaire dans l'atmosphère – ces technologies d'apprenti sorcier sont dans le meilleur des cas inefficaces, et dans le pire terriblement dangereuses.

Or ce rapport servira de base aux négociations de la COP24 en décembre prochain. On ne peut laisser la main aux gouvernements et aux capitalistes, car c'est le système qu'il faut changer. Sauver le climat impose de socialiser le secteur énergétique pour planifier un système 100% renouvelable, sans énergie fossile ni nucléaire, d'éliminer les productions inutiles ou nuisibles, d'en finir avec l'obsolescence programmée des produits ou les absurdes transports de marchandises qui ne servent qu'à maximiser les profits des multinationales, d'abandonner l'agrobusiness en faveur d'une agriculture écologique et paysanne assurant la souveraineté alimentaire... Écosocialisme ou barbarie: tel est le choix qui se dessine de plus en plus clairement. Une puissante mobilisation mondiale des mouvements environnementaux, syndicaux, paysans, féministes et indigènes est nécessaire et urgente. Il n'est plus suffisant de s'indigner et de faire pression sur les décideurs. Il faut s'insurger, construire la convergence des luttes, descendre dans la rue par millions et dizaines de millions, bloquer les investissements fossiles, les accaparements de terres et le militarisme, s'investir activement dans le soutien aux paysans, jeter les bases de pratiques sociales qui sortent du cadre capitaliste... Le NPA appelle en ce sens à participer massivement à la prochaine étape de ce combat: les marches pour le climat qui se tiendront samedi 13 octobre.

BIEN DIT

«Face à l'offensive déclenchée par le ministre de l'Intérieur italien Matteo Salvini contre les migrantEs, les pauvres et celles et ceux qui les soutiennent, nous dénonçons l'arrestation [de Mimmo Lucano] et affirmons publiquement notre solidarité pleine et entière avec celles et ceux qui, comme Mimmo Lucano, sont entrés en lutte, ou s'apprentent à le faire.»

APPEL POUR LA REMISE EN LIBERTÉ IMMÉDIATE DE MIMMO LUCANO, maire de Riace (Calabre, Italie), arrêté le 2 octobre pour avoir «favorisé l'immigration clandestine».

À la Une

Face à un pouvoir affaibli mais qui maintient son cap, la confiance doit changer de camp!

Mardi 9 octobre, un gouvernement devait être formé sur demande expresse du président directeur général. Toute la journée, les rumeurs contradictoires ont circulé et, à l'heure où nous mettons sous presse, l'exécutif peinait toujours à composer une nouvelle équipe... Après l'épisode Benalla, après les départs fracassants de Hulot, Flessel et Collomb, il s'agit d'un nouvel épisode de la crise du macronisme. Suites et pas fin?

«**L**a seule chose qu'on n'a pas le droit de faire, c'est se plaindre.» C'est ainsi qu'il y a quelques jours, Macron osait s'adresser à une retraitée qui lui parlait du trop bas niveau des pensions. Alors, promis juré, on le plaindra pas, lui. On n'en a de toute façon pas du tout envie!

S'ils ne peuvent plus...

Depuis plusieurs semaines, le pouvoir est à la peine. Le bel effet d'attraction du macronisme qui, il y a peu, exerçait encore son magnétisme sur tous les politiciens opportunistes venus de gauche et de droite, est en train de s'épuiser à vitesse grand V.

Les raisons sont multiples. L'impopularité des premières contre-réformes mises en œuvre, dont la casse du code du travail et la loi ferroviaire du printemps dernier, s'est amplifiée à la faveur de l'été avec l'épisode Benalla qui a fait éclater la bulle du «nouveau monde politique». Pour celles et ceux qui avaient encore leurs illusions de mai 2017, tout cela sentait bien le très vieux monde du petit personnel autoritaire de la 5^e République...

Du coup, depuis la rentrée, Macron s'agite: il multiplie les déplacements et les bains de foule, les serrages de main et les photos souvenirs... avec toujours quelques saillies méprisantes adressées aux gens qu'il rencontre. Il enchaîne les postures prétendument sociales – «plan pauvreté» par ici, visite aux Antilles par là – mais rien n'y fait: les sondages dévissent (record d'impopularité battu!)... et les rats ministériels quittent le navire.

Quand ils ne veulent plus...

«Le problème de Macron, c'est qu'il n'a plus personne! Il est à poil, il n'a plus de poids lourds»: sous le courageux sceau de l'anonymat, un soutier ex-soutien du président décrit une vérité. Il y a un mois déjà, le remplacement de Hulot par De Rugy au ministère de la Transition écologique, et de ce dernier par Ferrand au perchoir de l'Assemblée nationale, suivis du vide prolongé à la tête du ministère de l'Intérieur après le départ de Collomb, illustrent bien les effets d'usure accélérée du macronisme: plus grand monde ne veut y aller...



Mardi, le grand remaniement annoncé pour redonner du souffle à la majorité risque bien de faire pschitt, avec un «nouveau gouvernement» dont la feuille de route demeurera inchangée, héritant d'arbitrages budgétaires déjà rendus, et qui risque fort de ressembler, comme il est de coutume avec Macron, à un coup de com' et d'enfumage ne masquant guère le rétrécissement manifeste de la base sociale du macronisme. Arrivé au pouvoir presque à la faveur d'un concours de circonstances après l'éviction d'un Hollande cramé par son quinquennat et d'un

Fillon carbonisé par les affaires, le petit protégé de la bourgeoisie n'a pas encore donné tous les fruits attendus. Les réformes de choc visant le monde du travail se sont bien enchaînées durant l'année écoulée, mais la croissance française – certes revue un peu à la hausse ces derniers jours (+1,6% pour l'Insee) – reste en berne, et patrons et actionnaires en veulent toujours plus.

À nous d'y aller!

Quelques mois après le mouvement du printemps dernier, ce mardi était aussi l'occasion pour notre camp social de retrouver le chemin de la rue. Dans un contexte d'impréparation due à des directions syndicales anesthésiées, avec un calendrier pour le moins problématique (journées éparpillées et sans lendemain), cette première journée interprofessionnelle de rentrée aura au moins permis à l'ensemble du monde du travail et de la jeunesse d'exprimer par la grève et les manifestations sa colère contre la politique de Macron et des patrons, avec des chiffres de mobilisation qui indiquent une disponibilité à reprendre le combat contre Macron (voir page 4).

Après avoir démolé le code du travail, le président des riches confirme vouloir s'en prendre ces prochains mois aux pensions des retraités, avec une nouvelle idée qui visiblement plaît beaucoup au Medef: instaurer un «âge-pivot» à 63 ans, soit un an de plus que l'actuel âge légal de départ. Même la CFDT se dit opposée au projet, c'est dire!

Mais l'arrogant président devrait se méfier, car depuis son arrivée aux affaires, Jupiter n'a jamais été aussi fragilisé. Si la fuite en avant réactionnaire lui tient lieu de feuille de route, de notre côté aussi, c'est la reprise des hostilités. Les résistances, avec l'unité de ceux d'en bas, sauront se faire entendre.

Manu Bichindaritz

BRÉSIL Forte et inquiétante progression de l'extrême droite

Les deux candidats à la présidence de la République qui ont franchi le premier tour de l'élection du 7 octobre sont donc Jair Bolsonaro, d'extrême droite, avec 46% des suffrages «validés» (c'est-à-dire à l'exclusion des votes blancs ou nuls), soit 49 270 000 voix, et Fernando Haddad, du Parti des travailleurs, avec 31 340 000 voix, soit 29,3%. Des élections ont également eu lieu pour les gouvernements des États, le Sénat, la Chambre des députés et les Assemblées des États.

Les élections de cette année sont loin d'être «normales». Jusqu'à la fin du mois d'août, lorsque sa candidature a été annulée, le candidat favori pour les remporter, peut-être même dès le premier tour, était l'ancien président

Lula, emprisonné et accusé de corruption. Haddad est son remplaçant.

Extrême droite radicale

Cependant, bien que la capacité de Lula à transférer des votes à son remplaçant se soit révélée importante,

elle n'a pas suffi à placer Haddad en première place. Une partie significative de l'électorat a une position très ambiguë: elle voterait Lula, même si elle le croit corrompu, car elle estime qu'il a été un bon président, mais elle n'est pas disposée à voter pour

quelqu'un désigné par lui, car elle a été frustrée par ses recommandations antérieures et l'appel à voter pour Dilma Rousseff.

Les sondages indiquent une augmentation importante des intentions de votes pour l'extrême droite au cours de la phase finale de la campagne, en particulier la dernière semaine. On parle ici d'une extrême droite explicitement raciste, misogyne et anti-LGBTI, mais également ultra néolibérale dans le domaine économique (ce dernier aspect est inconnu de la plupart des électeurs), qui a promis la «sécurité» et qui se présente comme une opposition à tout le système politique pourri.

Répartition géographique et sociale des votes

La croissance de l'extrême droite est un révélateur de la profondeur de la crise économique et sociale

Un monde à changer

POLLUTIONS SOCIALES ET MORTALITÉ. Un ouvrage récent (*Mourir pour un bulletin de salaire*), écrit par un respectable universitaire étatsunien (Jeffrey Pfeffer, peu suspect d'anticapitalisme) dresse un tableau de la santé au travail aux États-Unis. Et c'est effrayant. Certes, accidents et morts au travail ont fortement diminué en une cinquantaine d'années. Mais, parallèlement, le stress et les troubles associés ont augmenté de manière impressionnante.

Les conditions de travail figurent au cinquième rang dans la liste des causes de mortalité aux États-Unis et, dans une interview, Pfeffer a déclaré que les chiffres officiels étaient certainement sous-estimés. Il met en cause les méthodes de management. Culte du résultat, extension du travail précaire et des horaires, immixtion grandissante de la sphère professionnelle dans la vie privée, toutes ces «*pollutions sociales*» mettent en danger la santé. L'auteur souligne aussi que les entreprises jouent avec l'ego des salariéEs : «*Qu'est ce qui ne va pas avec toi? Est-ce que tu ne serais pas à la hauteur?...*» Et il commente : «*Qui voudrait admettre qu'il n'est pas assez bon?*» Pfeffer souligne que les locaux

écologiques et les cours de yoga mis en avant par certaines entreprises ne règlent en rien le problème. C'est un des facteurs du recul de l'espérance de vie aux États-Unis depuis deux ans.

C'est loin d'en être la seule cause dans un pays où sont négligées la santé au travail et la santé en général, où ces questions sont largement renvoyées à l'initiative privée avec l'absence d'une couverture universelle, malgré les mesures (insuffisantes) de l'époque d'Obama. S'y ajoutent l'impact des inégalités sociales qui favorisent la mauvaise alimentation, la difficulté d'accès aux soins, la prise de drogues et de médicaments opiacés.

Plus de 5 millions d'habitantEs des États-Unis vivent avec moins de 4 dollars par jour et, comme le soulignait il y a quelques mois Angus Deaton («*prix Nobel*» d'économie) : «*Pour l'ensemble de la population, l'espérance de vie aux États-Unis est plus faible que ce qu'elle devrait être avec un tel revenu national et, dans certaines régions [des États-Unis] comme le delta du Mississippi et les Appalaches, l'espérance de vie est plus basse qu'au Bangladesh et au Vietnam.*»

ANTIRACISME Faire croître le mouvement pour l'accueil des migrantEs

À Marseille, où siège SOS Méditerranée, et dans quelques autres villes (Montpellier, Rennes, Rouen...), le succès a été au rendez-vous avec des foules plus nombreuses que pour les initiatives de ces derniers mois en solidarité avec les migrantEs. Mais, très souvent, «*l'apolitisme*» revendiqué par l'association a donné le ton. La dénonciation de l'Europe de la honte, du refus de Macron d'autoriser le débarquement de 58 migrantEs à Marseille, comme l'exigence adressée aux gouvernements d'assurer les missions de sauvetage que *l'Aquarius* et, depuis quelques jours, quelques autres navires humanitaires exécutent, étaient toutefois dans toutes les têtes. Il s'agit bien de s'opposer à une politique, et de lutter pour en imposer une autre.

Des prises de position salutaires

La politique migratoire des États de l'Union européenne est dans une impasse. Elle conduit à des crises répétées. *LAquarius* et SOS Méditerranée, ces empêcheurs de laisser mourir en silence, sont une sacrée épine dans le pied des Salvini et des Macron, comme le sont toutes

Les manifestations et les rassemblements en solidarité avec l'Aquarius ont réuni beaucoup de monde. Construire un mouvement antiraciste uni pour l'accueil des migrantEs, qui offre un prolongement, dans le champ politique, à l'action humanitaire, reste une tâche urgente.

les associations et les personnes qui mettent en œuvre quotidiennement l'aide aux migrantEs. Les attaques du gouvernement contre SOS Méditerranée sont de même nature que les poursuites qui frappent des militantEs. L'affaire de *l'Aquarius* a suscité une émotion légitime. Elle a également eu pour conséquence qu'enfin, à gauche, des voix s'expriment, à une large échelle, contre la politique migratoire actuelle. Parmi ces prises de position salutaires, celle du secrétaire général de la CGT, ainsi que celle des artistes et intellectuels qui ont signé la tribune publiée conjointement par *Politis*, *Regards* et *Mediapart*. Ces voix rejoignent celles d'associations et de collectifs qui se battent depuis longtemps sur le terrain de l'antiracisme et de la solidarité avec les étrangerEs, et qui n'ont cessé de mettre en garde : les reculs, les silences, les combats non menés sont une victoire de la droite extrême et de l'extrême droite. Il est temps d'engager la contre-offensive.



Twitter/Sos méditerranée

Amplifier la mobilisation

Les dates ne manquent pas. Le Collectif Rosa-Parks, qui revendique «*un antiracisme contre le système néolibéral*», appelle à se mobiliser les 30 novembre et 1^{er} décembre contre le racisme et les inégalités sociales, pour «*exiger égalité et dignité pour tous et toutes*». La Marche des Solidarités, quant à elle, appelle à une journée de mobilisation le 18 décembre, à l'occasion de la journée internationale des migrantEs. La coordination Grand Ouest des collectifs de solidarité avec les migrantEs réfléchit à un appel pour l'organisation d'une vaste mobilisation dans toutes les

régions début février. Sans parler des actions de solidarité dans de très nombreuses villes, contre l'expulsion de squats, pour l'ouverture de centres d'accueil et la fermeture des centres de rétention, pour la réquisition des logements inoccupés...

Le NPA milite pour la réussite de toutes ces initiatives et pour rassembler toutes les forces disponibles afin de construire un mouvement antiraciste, unitaire, en soutien aux migrantEs. Il s'agit aussi d'obtenir l'engagement concret, au côté des associations et des collectifs, des directions nationales des organisations syndicales, en bonne place sur les lieux de travail pour s'opposer à la progression du poison raciste, ainsi que de la gauche politique qui ne démissionne pas. Opposons à la politique migratoire des États de l'Union européenne une exigence simple : l'ouverture des frontières, qui seule peut mettre fin à l'hécatombe en Méditerranée. Exigeons l'égalité des droits et la régularisation de tous les sans-papiers. Il est encore temps. **Correspondant**

Le chiffre 8 euros

C'est le montant de la hausse, en octobre, de la prime d'activité, dont le gouvernement annonce pourtant une «*revalorisation*» de 20 euros. Explication ? Si le montant forfaitaire de la prime augmente bien de 20 euros par mois, le taux de cumul avec les revenus d'activité, appliqué au salaire perçu par le bénéficiaire pour calculer le montant auquel il a droit chaque mois, a été discrètement modifié (de 62% à 61%). Soit une baisse de 12 euros pour unE smicardE... La rapacité de Macron et des siens n'a décidément pas de limite...



Agenda

Vendredi 12 octobre, les Ford au Salon de l'Auto, Paris 15^e. De 10h30 à 16h30, contre la fermeture de l'usine de Blanquefort et pour la défense des emplois. Parc des expositions de la porte de Versailles, métro Porte-de-Versailles.

Samedi 13 octobre, Marche au nom d'Adama Traoré, Paris. À 14h30, Parvis de la Gare du Nord (voir page 4).

Samedi 13 octobre, Marche pour le climat, Paris. Départ 14h, Opéra, arrivée à 16h à République.

Mercredi 17 octobre, rassemblement 17 Octobre 1961, Paris. À 18h, pont Saint-Michel, métro Saint-Michel.

Samedi 20 octobre, manifestation pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, Lannemezan. À 14h, devant la gare. Départs collectifs en car ou en co-voiturage de Paris, Toulouse, Bordeaux et Marseille. Plus d'infos : voir page 8 et <http://liberonsgeorges.samizdat.net>

Samedi 20 octobre, hommage à Gisèle Felhender, Paris. À 19h, au CIGP, 21 ter, rue Voltaire, Paris 11^e.

NO COMMENT

«*Que l'on taxe davantage ceux qui expliquent qu'il faut accueillir tous les migrants. Leurs noms sont faciles à trouver, il y a une pétition qu'ils ont signée.*»

LAURENT BOUVET, «*politologue*» membre du Printemps républicain, Facebook, 6 octobre 2018.

au Brésil. Comme dans d'autres situations historiques, le désespoir explique en grande partie cette rapide progression. Dans le cas du Brésil, elle s'explique également par le poids que la campagne contre la corruption a eu dans les principaux médias. Tous les grands partis brésiliens ont été affectés. Ainsi, les partis qui ont le plus perdu lors des élections sont les grands partis de la droite traditionnelle : le MDB (Mouvement démocratique brésilien, parti de l'actuel président Temer) et le PSDB (Parti de la social-démocratie brésilienne, de l'ancien président Fernando Henrique Cardoso) ont été les plus touchés, et ont perdu beaucoup de députés.

La vote diffère selon les régions et les classes sociales. Le PT a gagné dans les États du Nord-Est (la région la plus pauvre du pays, où Lula est particulièrement fort), et

Bolsonaro a gagné dans la plupart des autres régions, en particulier dans le Centre-Sud, plus riche, et chez les plus aisés. Autre division : le candidat misogyne a eu moins de voix parmi les femmes, qui ont impulsé de grandes mobilisations avec la devise «*Pas lui!*»

La crise brésilienne va se poursuivre

Bolsonaro a été grandement favorisé par le fait qu'il a subi une attaque au couteau qui l'a laissé en dehors de la majeure partie de la campagne du premier tour, à l'hôpital. Il a reçu un sentiment de solidarité, et a été très présent dans les médias, sans s'exposer. Parallèlement, sa campagne s'est essentiellement déroulée via internet, sur les réseaux sociaux et principalement dans les groupes WhatsApp, avec une forte présence des fausses nouvelles les

plus absurdes. Pour la première fois au Brésil, internet a eu beaucoup plus de poids que la télévision et les médias traditionnels.

Au second tour, il devra probablement s'exposer davantage, prendre part aux débats et sa fragilité devrait devenir plus apparente. Malgré son très haut score au premier tour, l'élection n'est pas forcément jouée. Quelle que soit l'issue des élections, la vaste crise brésilienne ne prendra pas fin : le nouveau gouvernement devra faire face à une grande instabilité.

Le PSOL, principal parti de la gauche socialiste, a obtenu un faible score à la présidentielle (un peu plus de 0,5% des voix), mais de meilleurs résultats pour l'élection des députés. Avec environ 2,7% des suffrages pour l'élection des députés fédéraux, le seuil électoral a été franchi (1,5% des suffrages pour la Chambre des



DR

députés, dont au moins 1% dans 9 États), et le nombre d'élus a doublé (de 5 à 10). Pour le second tour, le PSOL construira les mobilisations et le vote «*Pas lui!*» pour vaincre Bolsonaro, en appelant donc à voter pour Fernando Haddad. **À São Paulo, João Machado**

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

VIOLENCES POLICIÈRES**Justice et vérité pour Adama : le combat continue**

Le 19 juillet 2016, la gendarmerie est à sa besogne habituelle de harcèlement routinier : énième contrôle d'identité, énième fuite. Mais cette fois, comme d'autres avant lui, Adama Traoré n'en sortira pas vivant.

Molesté, menotté, puis certainement étouffé par une manœuvre « d'immobilisation » dans le fourgon qui l'emmenait au poste, il y sera laissé pour mort sur le sol. Prévenus trop tard cela s'entend, on refusera même aux pompiers de lui faire enlever immédiatement les menottes...

Face à la révolte, la machine répressive

S'en suivront plusieurs nuits de révolte ainsi qu'une mobilisation dont l'ampleur et la durée n'ont pas échappé à un État policier tout à la fois sur la défensive... et à l'offensive. Prise de conscience de la réalité des violences policières, condamnations internationales de la France pour ses méthodes policières, attentats de novembre 2015, mouvements sociaux du printemps 2016, le cocktail est explosif. La machine répressive ne va pas faire dans la demi-mesure. Ainsi, au-delà des mensonges et versions successives avancées pour maquiller les faits, au-delà des manœuvres dilatoires visant à engluer le processus d'investigation et repousser la tenue d'un procès, c'est à une inédite entreprise de démolissage judiciaire de la famille Traoré que l'État s'est adonné. Cinq de ses frères ont été poursuivis et condamnés pour divers faits plus ou moins imaginaires, liés ou non à la lutte pour la vérité sur la mort d'Adama. Même sa mère n'a pas été épargnée.

Un rapport rempli d'insinuations

Le vendredi 2 octobre, un 4^e rapport médical, arraché de haute lutte il y a un an, a enfin été rendu. Et l'État ne flanche toujours pas, bien au contraire : ce rapport réussit le tour de force de démolir toutes les précédentes affirmations fallacieuses quant aux causes de la mort d'Adama, donc de rassembler tous les éléments nécessaires à la démonstration d'un meurtre policier... tout en concluant au contraire. Le réel est coriace.

L'infamie le dispute alors au ridicule. Ostensiblement dictée au profit de la version policière dans un grand écart stupéfiant, la conclusion dudit rapport ordonne et légitime, par la force de l'autorité et de la cohérence « scientifique » du jargon médical, tout un ensemble bien connu d'insinuations, d'approximations et de spéculations quant aux causes de la mort d'Adama. Ainsi tous les éléments, pourtant corrosifs pris séparément, sont miraculeusement assemblés en un spectaculaire et improbable alignement des planètes où les prédispositions d'Adama et divers facteurs extérieurs trouvent à parfaitement s'épanouir dans le déroulement des faits, et enfin aboutir à des conséquences aussi « logiques » qu'irréversibles.

Une énième provocation

Ramené à sa vulgarité littéraire, ce rapport dit : « Le pauvre Adama n'a vraiment pas eu chance, mais c'est de sa faute, et tout était écrit et déjà contre lui ». D'un chaos et d'une confusion artificielles, ce rapport échafaude un ordre aussi parfait qu'improbable et contradictoire, par la mécanique introuvable du hasard et de la « science ». Mais quand cette dernière est à ce point au service de la construction d'un discours si peu scientifique, donc si politique ; quand les faits sont à ce point méprisés, la dialectique est joueuse. Portée à une tel degré, la dénégation quant aux causes véritables de la mort d'Adama se redouble et se dénonce dans toute sa grossièreté, sa violence, sa morgue, son mépris et son caractère finalement provocateur.

Car qui peut croire un tel rapport, qui dit finalement qu'Adama est mort parce qu'il a pris la fuite et qu'il a donc lui-même enclenché un « processus fatal » ? Zied et Bouna n'avaient qu'à ne pas aller dans le transformateur... Qui peut croire que ledit « processus fatal » est indépendant de l'action des flics et plus encore d'un système policier dans son ensemble ? Réponse : personne, car il n'est pas fait pour cela. Il n'est qu'une munition de plus dans la stratégie du tapis de bombes. Oui, comme le dit le collectif « Justice pour Adama » : le déni de justice est un appel à la révolte ! Non au mensonge d'État ! Retrouvons-nous, toutes et tous, le samedi 13 octobre à 14 h 30, sur le parvis de la Gare du Nord.

Sylvain Madison

PCF À la reconquête de la gloire ?

Grande première dans l'histoire du Parti communiste : à la veille de son congrès, la direction sortante du PCF vient d'être mise en minorité par un vote interne. C'est le texte du député André Chassaigne qui a remporté la mise. Renouveau ou déclin en perspective ?

Samedi 6 octobre, la direction sortante du Parti communiste a été mise en minorité à l'issue du vote des 49 000 militantEs appelés à se prononcer pour le congrès du parti qui aura lieu les 23 et 24 novembre prochain à Ivry-sur-Seine. En effet, le texte de la direction sortante n'a obtenu que 37 % des votes, tandis que celui porté par, entre autres, le député André Chassaigne, « le Manifeste pour un PCF du 21^e siècle » a rassemblé plus de 42 % des voix. Une grande première dans la longue histoire du PCF même si, déjà en 2016, le texte de la direction sortante avait failli être minoritaire.

Deux autres textes étaient également soumis au vote des adhérentEs : celui de la frange dite « orthodoxe », qui a recueilli moins de 8 % des voix et celui des communistes très proches de La France insoumise, qui a rassemblé moins de 12 % des voix. Le texte défendu par Pierre Laurent a obtenu la majorité absolue dans 28 départements et a été mis en minorité dans la plupart des plus fortes fédérations départementales du parti. Tandis que celui d'André Chassaigne a été majoritaire dans les vieux bastions industriels du Nord et de l'Est, dans le centre de la France et dans le Val-de-Marne.



PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

Une direction contestée depuis des mois

La mise en minorité du texte de la direction sortante n'est pas vraiment une surprise, tant elle est contestée depuis des mois. Les hésitations stratégiques permanentes de Pierre Laurent lui ont été fatales et lui sont reprochées de toutes parts en interne (des communistes identitaires aux pro-FI). La prudence de Pierre Laurent et ses hésitations pendant huit ans ont été jugées de moins en moins convaincantes. Sans oublier l'hémorragie militante : 78 000 votantEs au congrès de 2008

contre 50 000 aujourd'hui. Et pour beaucoup, Pierre Laurent est celui qui est responsable des humiliations envers les communistes, tant électorales (les dernières législatives, la non-candidature aux deux dernières présidentielles), que de la part de leur ex-principal allié Mélenchon, qui avait défini le PCF comme « le parti de la mort et du néant ». C'est dans ce contexte qu'en juin dernier le vote de la « base commune » au Conseil national avait été adopté par moins de 50 voix sur 90 déléguéEs présents. Une grande première qui n'annonçait rien de bon. Une partie des

proches de Pierre Laurent avaient même signé, dès février, une tribune cinglante contre la direction...

Communiste et fier de l'être

La crise du PCF a donc ouvert la voie aux défenseurs de l'autonomie, tels André Chassaigne et Fabien Roussel, le nouvel homme fort du parti et qui semble être tout désigné pour être le futur secrétaire national. Ces derniers plaident avant tout pour la reconstruction du parti avant de parler de stratégies d'alliances. Leur ambition est de porter un coup d'arrêt à « l'effacement », depuis de trop longues années, du Parti communiste et des idées communistes. Bref, les deux hommes veulent plus que jamais un parti à l'offensive. Ce qui passe selon eux par une candidature communiste, coûte que coûte, à la prochaine présidentielle, alors que le parti n'a plus présenté de candidat à cette élection depuis 2007. Fabien Roussel veut clairement « que le PCF redevenue fort, ce qui ne veut pas dire qu'on peut y arriver seuls. Néanmoins, nous sommes persuadés que la gauche ne peut retrouver le pouvoir sans un PCF fort. »

Mais tout n'est pas encore gagné. En effet, le texte « le Manifeste », même si il est en tête du vote des adhérentEs, n'a obtenu que 42,15 % et il faut donc, d'ici la mi-novembre que des alliances se fassent pour obtenir une majorité absolue. En attendant, le texte devient la base commune des discussions. Mais rien n'est encore joué.

Joséphine Simpon

9 OCTOBRE Réchauffement social

En cette journée marquée par l'insupportable suspense autour du remaniement ministériel, les manifestations appelées par une petite intersyndicale (CGT, FO, Solidaires, UNEF, FIDL et UNL, ainsi que des appels locaux de la FSU) ont rassemblé plusieurs dizaines de milliers de manifestantEs.



Dans le cortège toulousain. DR

Quimperlé. 4 à 5 000 personnes à Rennes dont un « cortège de tête » de 800 et une majorité de CGT, mais une bonne présence de FO, Solidaires et même FSU et cortège de sans-papiers. Au Mans près de 4 000 personnes, une majorité CGT, cortège lycéen dynamique et beaucoup de retraitéEs. 350 à Alençon. Pour Grenoble, près de 3 000 personnes, avec un cortège CGT correct, une présence de Solidaires, de la FSU, de FO, et des jeunes. À Lyon 6 500 personnes, selon la CGT, avec de nombreux retraitéEs, cheminotEs, jeunes, ainsi qu'une bonne présence de FO et Solidaires. 350 manifestantEs

à Soissons, avec départ devant l'hôpital. À Lille, plusieurs milliers de personnes, dont des métallos, des personnels des hôpitaux et des jeunes. À Bordeaux, 5 000 manifestantEs.

Des cortèges divers

Dans le Centre, 3 000 à 3 500 manifestantEs à Tours, des chiffres proches de ceux du printemps. Les 2/3 CGT avec quelques boîtes du privé, une bonne mobilisation des lycées pro. À Châtelleraut, plusieurs centaines de personnes, dont 200 salariéEs des Fonderies du Poitou sous le coup d'un (nouveau) plan de « sauvegarde de l'emploi ».

À Angers, 2 800 personnes selon la CGT. Grosse présence hospitalière (CHS, CHU, EHPAD) CGT et FO. Le cortège de la FSU, qui localement appelait à la grève, comportait entre 200 à 300 manifestantEs, cortège dynamique de 300 lycéenNEs. Il y a eu également 270 personnes à Cholet, 150 à Saumur et 200 à Segré. 1 200 manifestantEs à Orléans avec beaucoup de lycées pro.

Dans l'Est, 1 000 manifestantEs à Strasbourg et plus de 800 pour Mulhouse, dont beaucoup de CGT et FO. 1 400 à Montbeliard et 700 à Belfort et à Besançon.

Dans le Sud, au moins 3 000 personnes à Montpellier avec un gros cortège CGT, forte présence du CHU, des retraitéEs et un petit groupe antifa et étudiantEs. À Perpignan, un gros millier dont beaucoup du secteur public. 1 500 manifestantEs à Avignon, de la gare centre jusqu'à la préfecture, cortège CGT en tête bien fourni avec des retraitéEs, puis FO, FSU et Solidaires, plus nombreux que d'habitude. Marseille, 25 à 30 000 personnes, très majoritairement CGT, quelques FSU, et pas mal de Solidaires. À Toulouse, 5 000 personnes dont 2/3 CGT, et près de 2 000 manifestantEs à Nice.

Robert Pelletier et correspondantEs

ITALIE Une batterie de mesures antimigrantEs et antipauvres

Le gouvernement « du changement » vient de promulguer un ensemble de mesures (le « décret-loi Salvini ») qui mêle lois racistes et aggravation du code Rocco (les lois policières du temps du fascisme).

La presse mainstream pointe à juste titre les nouvelles mesures contre les personnes migrantes, mais le texte vise aussi à criminaliser la contestation, entre autres les barrages routiers – pratique typique des mouvements sociaux – en les assimilant à des prises d'otages, et il aggrave les peines encourues par tout occupant de maison ou de lieu. Ces mesures sont dans la continuité des politiques du gouvernement précédent, dirigé par la Parti démocrate. Tout « occupant » risque jusqu'à deux ans de réclusion ou une amende de 103 à 1032 euros. Peine doublée « pour les instigateurs et les organisateurs de l'occupation, et pour ceux qui l'ont faite en étant armés ». Cette mesure satisfait les demandes des responsables de la logistique, seul secteur où un syndicalisme alternatif et un prolétariat métissé (comme celui qui est à l'origine des occupations pour le droit au logement) ont réussi à arracher de nouvelles conquêtes.

Hégémonie de la Ligue

Le Conseil des ministres a voté cet ensemble de mesures à l'unanimité, en prenant acte de l'hégémonie de sa minorité, la Ligue de Salvini (qui a eu deux fois moins de voix que le Mouvement 5 étoiles aux dernières élections), dans une équipe ministérielle qui cherche à se distinguer par le racisme et l'autoritarisme. Les restrictions du système d'accueil excluent les demandeurEs d'asile du système de protection (SPRAR), qui sera limité à ceux qui sont déjà titulaires d'une protection internationale ou aux mineurEs étrangers



DR

non accompagnés. Une mesure non constitutionnelle prévoit le rapatriement des demandeurEs d'asile qui ont été condamnés en première instance. Le démantèlement substantiel du système de protection rend encore plus problématique l'insertion et la vie en commun. Pendant ces quatre dernières années, 90 % de ceux qui ont débarqué en Italie ont survécu à de très graves traumatismes dans leur pays d'origine et tout au long du parcours migratoire (en particulier en Libye) : tortures, travaux forcés et pratiques abusives très graves. Dans les centres d'accueil d'urgence, le repérage utile de personnes ayant des problèmes physiques et psychiques sera toujours plus difficile, avec des retombées négatives sur la santé publique, les dépenses de santé et l'intégration. Le décret-loi prévoit que les demandeurEs d'asile ne

pourront pas être inscrits sur le registre de l'état civil et ne pourront pas être considérés comme des résidentEs.

Alarmants dispositifs antimigrantEs

Selon les associations antiracistes et des juristes soucieux de démocratie, la nouvelle réglementation de l'immigration présente des aspects alarmants de non-constitutionnalité. La suppression des permis de séjour pour des motifs humanitaires vise à réduire leur nombre et elle aura les effets typiques de toute interdiction : alimenter les mafias par l'accroissement d'une population sans droits, proie facile pour le travail esclavagiste et criminel. Avec le doublement, de 90 à 180 jours, de la durée de la rétention dans les Centres de permanence pour le rapatriement ou dans des lieux de

« mise à la disposition de l'autorité de sécurité publique », on crée un circuit carcéral hors système sur lequel il sera impossible d'exercer un contrôle du respect des droits humains.

Les casernes et les prisons sont des lieux de brutalité policière, dans un pays qui n'a pas de véritable loi contre la torture. La police municipale des communes de plus de 100 000 habitantEs peut être dotée de taser. L'armement des policiers municipaux est le passage obligé pour transformer en problématique d'ordre public toute question liée aux conflits sociaux, y compris les conflits « horizontaux » (résidentEs contre étudiantEs dans les quartiers où la vie nocturne est importante, étrangerEs contre natifEs dans les banlieues, etc.) et, plus généralement, pour mener la guerre aux pauvres. Le pistolet taser, considéré comme un instrument de torture, vient aussi d'être fourni aux préfectures de police dans onze villes. On note aussi un développement du « Daspo » (acronyme de *Divieto di Accedere alle manifestazioni Sportive*, « interdiction d'accéder aux manifestations sportives »), étendu à d'autres lieux de la ville : les interdictions s'appliquent « aux installations sanitaires et aux zones destinées à la tenue de foires, marchés et spectacles publics dans la liste des lieux qui peuvent être caractérisés comme tels par le règlement de police urbaine ». Une vraie guerre aux pauvres...

De Rome, **Cecchino Antonini**, directeur de *L'Anticapitalista*. Traduction **Bernard Chamayou**.

GRÈCE Pour les droits des réfugiéEs !

Résultat de la politique de l'Union européenne appliquée par le gouvernement Syriza : la situation des réfugiéEs en Grèce est lamentable.

Si le nombre d'arrivées en Grèce était depuis 2015 en très forte baisse du fait de l'accord scandaleux entre Turquie et UE, il remonte cette année, et les quelques efforts de Syriza pour rendre la situation « moins pire » ne pèsent presque rien face aux terrifiants problèmes des réfugiéEs.



DR

Dans les « hotspots »

Installés dans des îles face à la Turquie, les « hotspots », camps d'« accueil » et d'identification, recueillent les réfugiéEs non stoppés par la Turquie, ou qui ne sont pas noyés en chemin, et leur fonction est de vérifier qui relève du droit d'asile. Leurs capacités d'accueil globales sont de moins de 6 000, mais ils comptent aujourd'hui 17 000 réfugiéEs, dans des conditions épuisantes, le camp de Moria à Mytilène étant « le pire camp de réfugiés au monde » selon la BBC. Un officier britannique a révélé la philosophie de ce camp prévu pour 3 000 personnes et habité par 9 000 réfugiés : maintenir à un faible niveau les conditions de survie, de façon à décourager l'immigration en Grèce... Des témoignages montrent l'horreur : insalubrité totale, files d'attente interminables pour manger, personnel en nombre insuffisant. Conséquences : des violences diverses, dont des agressions sexuelles. Les fascistes, ultra minoritaires, ont néanmoins réussi à créer un climat tel qu'une attaque raciste à grande échelle eu lieu. Depuis, ils sévissent, diffusant des fake news pour créer des « groupes de protection », ou tentant de terroriser les journalistes.

La volonté affichée du ministre Vitsas se borne à tenter de « désengorger » les camps, mais cela est quasi vain, étant donné la hausse des arrivées.

À « l'intérieur » du pays

Après recensement, les réfugiéEs peuvent être transférés dans des « centres d'hospitalité ». La situation est différente dans les villes et en dehors de celles-ci. Car là, les conditions sont souvent proches de celles des îles : ainsi à Malakassa, à 50 km d'Athènes, le camp est isolé, exposé à un dur climat (fin août, de fortes pluies ont détruit les maigres effets des réfugiés), ce qui aboutit à de fortes tensions. Et il y a bien d'autres réfugiéEs hors de ces centres. Parmi eux, certainEs ont pu commencer à s'installer, à trouver du travail. CertainEs ont pu trouver un toit grâce à l'aide du mouvement antiraciste, avec occupations de lieux comme à l'hôtel City Plaza et au 26 Notara à Athènes, pris en charge collectivement. Mais de nombreux réfugiéEs sont laissés à leur triste sort, ce qui les amène à avoir recours aux vols et aux trafics.

Le mouvement antiraciste au premier plan

Il semble que l'objectif de l'UE et de Syriza soit de limiter et de contrôler au maximum la présence de ces « gêneurs » que sont les réfugiéEs. On peut dès lors parler de complicité passive du gouvernement face aux exactions diverses : surexploitation et chantage contre les travailleurEs réfugiés, complicité de la police, campagnes racistes contre la présence d'enfants réfugiés à l'école...

Face au poison raciste des nazis comme de la droite, qui se pare en plus d'un vernis démagogique, le mouvement antiraciste a des tâches cruciales : des batailles locales, comme le droit à l'école pour touTEs, contre les agressions racistes. Mais des campagnes nationales sont plus que jamais nécessaires : contre la soumission à l'Europe forteresse, pour l'installation décente et durable des réfugiéEs, contre Aube dorée, contre le poison et les agressions racistes sous toutes leurs formes.

À Athènes, **A. Sartzekis**

CATASTROPHES HUMANITAIRES

L'Indonésie à nouveau sinistrée

Le 28 septembre, la province indonésienne de Sulawesi centre a été frappée par un tremblement de terre de magnitude 7,5, suivi d'un tsunami ravageur.



DR

A l'heure où nous écrivons, il reste bien peu d'espoir de retrouver des survivantEs dans les décombres. Le 8 octobre, les corps de près de 2 000 victimes avaient été trouvés dans la ville de Palu (îles des Célèbes) et ses environs. Selon les autorités, quelque 5 000 personnes sont portées disparues. Les parties basses des côtes ont été anéanties¹, au point que le gouvernement envisage de faire de deux localités des environs, Petobo et Balaroa, des lieux de sépultures collectives, et de les laisser en l'état.

Une aide qui n'arrive que très lentement

L'étendue du désastre est encore inconnue pour ce qui concerne les zones reculées. Les routes sont souvent impraticables. Au moins 200 000 personnes manquent

de nourriture, d'eau potable, de carburant, de médicaments, de tentes... Les victimes ont tout perdu et dépendent de l'aide pour survivre ; une aide qui n'arrive que très lentement.

Le nombre de morts, particulièrement élevé, s'explique par la conjugaison de plusieurs facteurs, dont la liquéfaction du sol au moment du séisme, des systèmes de détection des tremblements de terre défectueux et la géographie de Palu, située dans une baie particulièrement étroite, en entonnoir, qui favorise l'élévation d'un tsunami².

Le réseau indonésien de bouées chargées de détecter les grands tsunamis transocéaniques est en déshérence, faute d'entretien à la suite de vols de composants ou de dégradations. Cependant, il n'est pas conçu pour des situations comme celle de Palu, où l'épicentre du glissement de terrain était proche. Des chercheurs travaillent, selon l'Associated Press, sur un système de détection précoce, s'appuyant sur des capteurs posés au fond de la mer et des communications par fibre optique, mais il n'a pas bénéficié de financements suffisants pour être opérationnel.

Des sirènes d'alarme qui n'ont pas fonctionné

Ce que le désastre de Sulawesi démontre notamment, c'est l'importance du « dernier kilomètre », à savoir la communication entre les autorités locales et la population. Il semble notamment que les sirènes d'alarme (là où elles existaient) n'ont pas fonctionné. Selon les témoignages, aucune voiture de police équipée de haut-parleurs n'a averti les gens réunis en nombre sur la plage de Palu pour une célébration.

L'éducation à la prévention est aussi défailante. Quand son épicentre est proche, le tremblement de terre lui-même constitue l'alerte tsunami : si les gens ressentent une secousse durable, ils doivent se réfugier en hauteur. Il n'y a pas eu d'exercices pour les préparer – de plus, Palu est une ville essentiellement plate, les « hauteurs » sont les bâtiments... dont bon nombre se sont effondrés du fait du séisme...

La multiplication des catastrophes humanitaires pose la question de nos responsabilités (et pas seulement celles des autorités), alors que la reconstruction des régions sinistrées se fait souvent au détriment des pauvres, au bénéfice des puissants. L'Indonésie nous rappelle l'urgence de cette question, après les Philippines et bien d'autres pays – une question à mettre à l'ordre du jour politique des mouvements progressistes.

Pierre Rousset

1 – Voir le reportage de Bruno Philip dans

le Monde du 7 octobre

2 – Le Monde du 8 octobre.

LES PRISONNIERS : L'AFFAIRE DE TOUTE UNE POPULATION

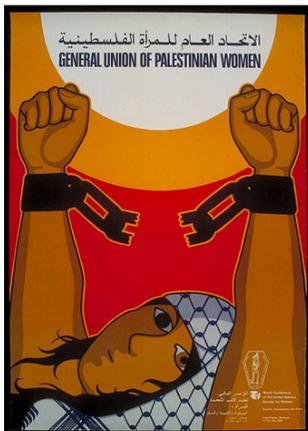
La politique d'enfermement systématique, un outil central de l'oppression coloniale.

Les luttes anticoloniales, antiracistes et anti-apartheid ont toujours été confrontées à des politiques d'enfermement de masse. Les prisonniers politiques ont même été, bien souvent, des symboles internationaux de ces luttes, de Nelson Mandela à Bobby Sands en passant par Mumia Abu Jamal et Angela Davis. Car ces politiques d'incarcération ne sont pas un supplément d'âme de la répression coloniale/raciste. Elles forment un élément central des dispositifs d'oppression et jouent un rôle structurel dans l'organisation de la démobilisation et la mise au pas des récalcitrantEs.

Un modèle réduit de l'occupation

Les PalestinienEs n'échappent pas à cette règle et doivent faire face, depuis des décennies, à des tribunaux militaires israéliens (voir ci-contre) qui donnent chaque jour toute son actualité au bon mot selon lequel « la justice militaire est à la justice ce que la musique militaire est à la musique ». Le mouvement de libération palestinien, à l'instar de celui des noirs d'Afrique du Sud ou des catholiques d'Irlande du Nord, ne peut être compris si l'on fait abstraction de son rapport à l'emprisonnement, aux luttes des prisonniers pour le respect de leurs droits fondamentaux, et à celles de leurs familles pour leur libération.

L'univers carcéral israélien est en outre, et au-delà de ses spécificités, un « modèle réduit » de l'occupation israélienne prise dans sa globalité : un lieu d'enfermement, de répression, de déni de droit, de procédures arbitraires, mais aussi de socialisation politique et de lutte. Les prisons israéliennes poussant jusqu'à l'extrême – et souvent, à l'absurde – les logiques à l'œuvre dans le dispositif colonial de maintien de l'ordre, il n'est guère surprenant de constater que détenus et anciens détenus sont souvent les mieux à même de décrire les mécanismes de l'oppression subie par le peuple palestinien.



MARC RUDIN, GUPW, 1980. palestineposterproject.org

L'affaire de toute une population

Dans les territoires occupés, la situation des prisonniers est l'affaire de toute une population. Quiconque s'est rendu dans un village ou un camp de réfugiés palestinien sait que, dans tout foyer, il y a un détenu ou un ancien détenu. La prison s'invite dans chaque maison et, comme l'armée israélienne lorsqu'elle opère ses perquisitions, elle ne demande pas d'autorisation et laisse des traces indélébiles. Il ne s'agit pas d'une spécificité palestinienne, et de nombreux exemples historiques rappellent que les politiques d'internement de masse ne concernent pas que les prisonniers, mais bien toute la société, qui en est elle aussi victime. Ainsi, alors que l'un des épisodes les plus sanglants vécus par les catholiques d'Irlande du Nord, le Bloody Sunday, au cours duquel quatorze personnes tombèrent sous les balles de l'armée britannique, un quinzième décédant de ses blessures quatre mois plus tard, est entré dans l'histoire, on oublie souvent le contexte de cette tragédie : une manifestation d'ampleur, organisée à Derry, contre le « mass internment », autrement dit la politique d'incarcération systématique conduite par les autorités coloniales britanniques. Comme c'était le cas en Irlande du Nord, le sort des prisonniers politiques est une réalité essentielle dans la société palestinienne : il ne s'agit pas seulement de chiffres, mais de fils, de frères, d'époux, de pères, et aussi parfois de filles, de sœurs, d'épouses ou de mères. Aucun gouvernement, qu'il soit israélien ou palestinien, ne peut l'ignorer, et aucune négociation sérieuse ne pourra aboutir si elle

n'inclut pas la libération des prisonniers politiques palestiniens.

Sans libération, pas de paix

Selon les mots d'un cadre du Front populaire de libération de la Palestine rencontré par l'auteur de ces lignes en 2002, « il n'y aura pas de paix tant que le dernier prisonnier n'aura pas été libéré ». Il savait de quoi il parlait, lui qui avait participé à sa première grève de la faim en prison en solidarité avec Bobby Sands et ses compagnons de cellule en 1981, et qui purgeait lors de notre rencontre, et purge aujourd'hui encore, une peine de prison à vie pour avoir participé à l'élaboration du projet d'assassinat d'un ministre israélien. Il savait aussi que la prison est une expérience qui, même lorsqu'elle n'est vécue qu'une fois, change votre rapport au monde et à la lutte. En Palestine, on n'en finit en effet jamais avec la prison, y compris lorsque l'on décide de renoncer, temporairement ou définitivement, à ses activités militantes. Les prisons israéliennes participent du façonnage d'une conscience politique, aussi contradictoire soit-elle, puisqu'elles continuent d'être un lieu de formation – même si elles jouent un rôle bien moindre, dans ce domaine, qu'il y a une trentaine d'années –, tout en contribuant à dissuader les Palestiniens de s'investir de manière trop visible dans la lutte collective. Ainsi, quand bien même elles concourraient à détruire le mouvement de libération, elles ne le font pas disparaître, et contribuent dans une certaine mesure à sa reproduction.

Il y a aujourd'hui plus de 6 000 prisonniers politiques palestiniens dans les geôles israéliennes, un chiffre en augmentation. Les arrestations se concentrent notamment contre une nouvelle génération palestinienne qui exprime, avec les moyens qui sont les siens, son rejet des politiques oppressives et discriminatoires, et se voit opposer une répression d'ampleur. Ils sont des centaines, voire des milliers, à expérimenter à leur tour la prison, comme leurs pères et leurs grands-pères avant eux. Nul ne sait ce qu'ils deviendront lorsqu'ils sortiront de prison. Les incarcérations n'empêcheront pas la poursuite de la lutte, mais elles contribueront en grande partie à la façonner, pour le meilleur et pour le pire.

Julien Salingue



EMILE MENHEM, Fatah, 1981. palestineposterproject.org

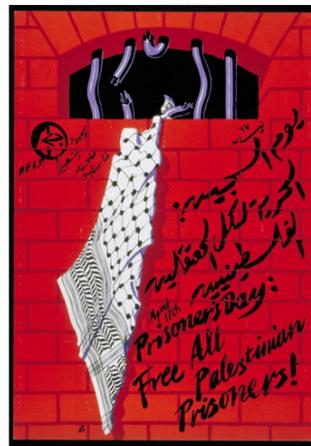
QU'EST-CE QUE LA « JUSTICE MILITAIRE » ?

Aux sources de l'oppression juridique et judiciaire des PalestinienEs.

Au terme de la guerre de juin 1967, qui se solde par la défaite historique des armées arabes face à l'État d'Israël, ce dernier occupe le Sinaï, le Golan, Jérusalem, la Cisjordanie et la bande de Gaza. Dans ces deux dernières régions, les autorités israéliennes établissent une administration militaire, en charge de la gestion de territoires dans lesquelles ne résident à l'époque aucun citoyen israélien. Ce sont en revanche plus d'un million de PalestinienEs qui demeurent dans ces zones nouvellement conquises, signe que l'exode massif de 1947-1949 ne s'est pas reproduit. En effet, alors que 800 000 PalestinienEs s'étaient exilés durant cette période, soit 80 % de la population arabe résidant au sein du nouvel État d'Israël, ce sont « seulement » 250 000 personnes qui fuient Gaza et la Cisjordanie en 1967, soit 20 % des habitantEs des deux zones. Ces chiffres ont leur importance puisqu'ils sont l'un des facteurs expliquant pourquoi Israël n'annexe pas formellement Gaza et la Cisjordanie : une telle annexion induirait en effet l'intégration d'un million de PalestinienEs supplémentaires au sein de l'État d'Israël, ce qui reviendrait, quand bien même les habitantEs des territoires conquis en 1967 auraient un statut de sous-citoyens, à remettre en question le caractère juif de l'État.

Ordres militaires

Un organe spécifique est donc établi, qui se nomme aujourd'hui « Administration civile » (bien qu'il soit géré par des militaires), responsable devant les institutions israéliennes, chargé d'administrer les territoires occupés au moyen d'ordres militaires. Depuis 1967, ce sont ainsi pas moins de 2 500 ordres militaires qui ont été émis en Cisjordanie et à Gaza. S'ils ne sont plus en vigueur à Gaza depuis le « retrait unilatéral » de l'été 2005, plusieurs centaines d'entre eux ont toujours force de loi en Cisjordanie. Les ordres militaires gouvernent l'ensemble des aspects de la vie quotidienne des Palestiniens sous occupation, et concernent les domaines les plus essentiels comme les plus inattendus. Après 1967, de l'acquisition des ressources en eau aux confiscations de terres en passant par la prise de contrôle des banques, les ordres militaires permettent ainsi aux autorités israéliennes d'asseoir leur emprise sur la Cisjordanie et Gaza. La création de toute nouvelle entreprise est alors soumise à l'approbation de la puissance occupante, tout comme l'enregistrement de toute nouvelle marque ou la plantation d'arbres fruitiers. Les ordres militaires permettent aussi de contrôler strictement la « vie politique » palestinienne, avec entre autres l'ordre 101, qui interdit tout rassemblement de plus de dix personnes, la mise en place d'une censure de la presse palestinienne ou l'ordre 1079, qui établit une liste de plus de 1 000 textes interdits de publication dans les territoires occupés, parmi lesquels... les résolutions des Nations



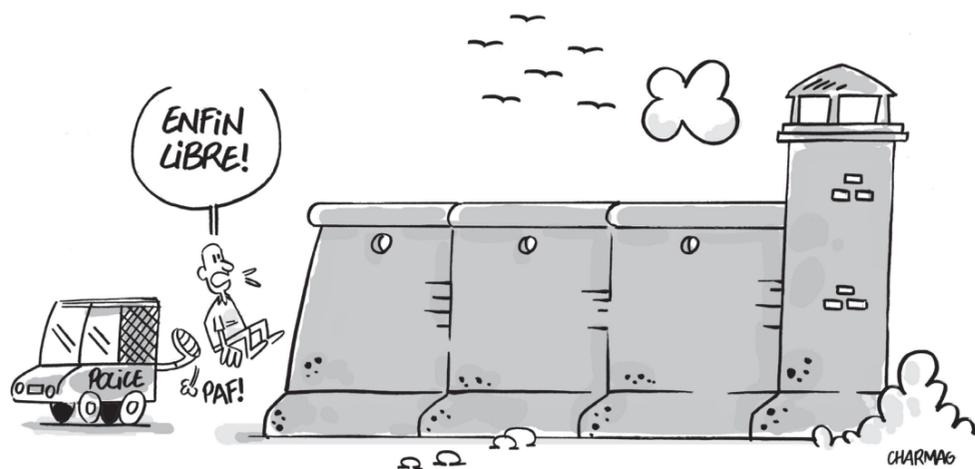
MARC RUDIN, FPLP, 1990. palestineposterproject.org

unies concernant la Palestine. Certains ordres sont assez inattendus et témoignent du degré de contrôle des autorités militaires sur la vie quotidienne des Palestiniens, comme l'ordre 818, qui réglemente le type et la quantité de plantes décoratives dans les propriétés palestiniennes, ou l'ordre 96, qui interdit le transport de biens ou de marchandises à dos d'âne. Certains de ces ordres ont, depuis, été abrogés, mais ils indiquent le type de régime qui se met en place à partir de l'occupation de 1967.

Tribunaux militaires

Pour faire respecter ces réglementations, un système judiciaire est mis en place, systématisé dans l'ordre 378 (1970). Le commandement militaire peut établir des tribunaux militaires, avec des procureurs et des juges qu'il nomme lui-même, et dont le fonctionnement diffère très nettement des tribunaux civils israéliens. Ainsi, ces tribunaux peuvent se réunir à huis clos, et se réservent le droit

SALAH HAMOURI DE RETOUR EN PALESTINE



R DE LA LUTTE
STINIENNE

ESTION
ONNIERS
QUES

FAIRE » ISRAËLIENNE?

de ne pas produire publiquement les témoignages et/ou les preuves incriminant les accusés. Les procureurs instruisant à charge, les accusés doivent, à l'inverse, apporter la preuve de leur innocence. Sans formuler aucune accusation, les tribunaux peuvent demander une détention de l'accusé, d'une durée de six mois, et renouvelable à l'infini : c'est la tristement célèbre « détention administrative ». Enfin, si le commandement militaire est en désaccord avec le verdict d'un procès, il peut demander son annulation et exiger un nouveau procès avec un autre juge. Il se réserve en outre la possibilité de prononcer lui-même, dans certaines circonstances, la sentence. Ce sont ces tribunaux qui, aujourd'hui encore, sont en vigueur, et qui prononcent la plupart des condamnations contre les Palestiniens interpellés par les autorités israéliennes. Avec des statistiques éloquentes : en 2010, ce sont pas moins de 9 542 Palestiniens qui ont été déferés devant la « justice militaire » israélienne, avec un taux de condamnation de... 99,74%.

Apartheid

L'occupation s'étant doublée de la colonisation, une question s'est rapidement posée : quel sera le régime juridique appliqué aux colons ? Israël a rapidement établi un statut d'exception pour les colons, qui repose sur deux principaux outils juridiques : une extension de la législation israélienne, sur une base territoriale, aux colonies juives des territoires occupés ; l'application de la loi israélienne, in personam, aux colons. En d'autres termes, les colons israéliens qui se rendent

coupables d'infractions dans les territoires occupés ne sont pas, contrairement aux Palestiniens, sujets à la loi militaire. Il existe donc un double statut pénal, à l'intérieur même de la Cisjordanie, correspondant à une séparation, sur des critères nationaux, entre deux populations résidant pourtant dans la même entité territoriale. Cette séparation se double d'inégalités de traitement, puisque la législation militaire est plus dure que la législation israélienne « normale ». C'est ainsi qu'un Palestinien arrêté en Cisjordanie et suspecté d'homicide involontaire pourra être retenu huit jours avant d'être traduit devant un juge militaire, maintenu en détention « provisoire » pendant une durée indéfinie et condamné à une peine pouvant aller jusqu'à la prison à perpétuité. Un colon suspecté du même crime sur le même territoire devra, en vertu de la loi israélienne, être traduit devant un juge (civil) au maximum 24 heures après son arrestation, et ne pourra pas être condamné à une peine excédant 20 ans de prison. Le double standard juridique est ici manifeste : en fonction de leur origine nationale, les habitants de Cisjordanie soupçonnés d'avoir commis des infractions ne sont pas sujets aux mêmes lois et aux mêmes tribunaux, quand bien même ceux-ci sont sous la responsabilité du même État, à savoir Israël. La séparation ainsi opérée est un indice du caractère structurel des discriminations au sein des territoires occupés, assumées et légalisées par les autorités israéliennes. Cette politique a un nom : l'apartheid. **J.S.**

« LE SYSTÈME DE CONTRÔLE DANS LES PRISONS ISRAËLIENNES EST DE PLUS EN PLUS DUR »

Entretien. Une semaine après sa libération, au terme de 13 mois d'emprisonnement, nous nous sommes entretenus avec notre camarade **Salah Hamouri**.

Comment vas-tu, une semaine après avoir quitté la prison ?

C'est une très bonne chose d'être dehors, d'être libre. Je suis content d'être hors de la prison. Ça fait du bien de retrouver Jérusalem, les amis, d'être libre, de pouvoir bouger, de pouvoir sortir, de pouvoir commencer à mener à nouveau une vie « normale », enfin « normale » comme en Palestine... Mais il y a quelque chose qui manque. Je sens qu'il y a quelque chose qui manque. La moitié de la famille n'est pas là, ma femme et mon fils n'ont toujours pas le droit de venir, et c'est difficile de ne pas profiter de ma liberté avec eux.

J'ai vu que tu avais été interrogé par les renseignements dès ta sortie de prison...

Oui, le jour où je suis sorti de la prison, les gens du renseignement israélien m'attendaient. Ils m'ont emmené jusqu'à Jérusalem pour me dire qu'ils m'interdisaient, pendant 30 jours, d'être présent dans des manifestations, des endroits où il y a des drapeaux palestiniens, des lieux où l'on parle politique contre l'occupation... Bref, de bien me tenir, et de me faire comprendre que je restais sous surveillance.

Quel est leur objectif, d'après toi ?

Les Israéliens ont un but : que je parte, que je quitte la Palestine.



DR

Les renseignements me l'ont dit directement : « Pourquoi tu restes là ? Quitte la Palestine, va vivre en France, tu seras tranquille. Tant que tu resteras ici, tu vas avoir des problèmes. »

Et que leur réponds-tu ?

Que je veux vivre ici avec ma famille, que c'est un droit, mon droit, notre droit. C'est mon droit comme Palestinien, mais aussi comme Français. Et la France devrait défendre notre droit à vivre ici, comme une famille. Et on n'a toujours pas de nouvelles des autorités françaises à ce sujet-là, tout reste bloqué.

Comment s'est passée ta détention, notamment en comparaison de la première fois où tu avais été emprisonné ?

J'ai trouvé que c'était plus dur que la première fois. Quand tu es en prison et que tu as une famille, un fils et une femme

que tu ne peux pas voir, ce qui n'était pas mon cas la première fois, c'est dur. En plus, revoir des gens que j'avais quittés lors de ma libération il y a 7 ans, les voir toujours enfermés, au même endroit, c'est difficile...

Plus généralement, je trouve que le système de contrôle israélien dans les prisons est de plus en plus dur. Je ne sais pas si on peut parler de torture physique, car c'est surtout psychologique. Il n'y a pas besoin qu'ils soient présents, qu'ils soient là, pour que ça laisse des traces en toi. Ils veulent nous faire sentir qu'on est seuls, isolés, coupés du monde. Et en plus de tout ça, ils te font bien sentir que tu dois bien te tenir, être un bon prisonnier, t'auto-contrôler. Il y a des caméras, on se sent sous surveillance, dans certaines prisons ils ont même trouvé des micros dans les cellules... C'est l'esprit, c'est la psychologie qui est visée. Quand

tu prends un coup, au bout de quelques jours les traces s'en vont. Quand c'est dans ton esprit, il faut vraiment être très fort pour pouvoir résister et tenir...

Quelles nouvelles avais-tu de l'extérieur ?

Mes parents m'ont tenu au courant de ce qui se passait, de la campagne importante qui a eu lieu en France pour ma libération. Ça me faisait chaud au cœur, vraiment. Et c'est important pour les autres prisonniers aussi, ils me posaient plein de questions sur ces campagnes, ces militants qui se bougeaient en France, etc. Et quand je leur en parlais, ils se sentaient moins isolés, ils voyaient que les prisonniers palestiniens, des gens s'y intéressent. C'est aussi pour ça qu'elles sont très importantes ces campagnes.

Propos recueillis par Julien Salingue

RADICALISATION LIBERTICIDE EN ISRAËL

Les prisonniers politiques palestiniens ne sont pas les seuls concernés par la répression mise en œuvre par l'État d'Israël. Les citoyens israéliens eux-mêmes sont également la cible de législations de plus en plus liberticides, qui visent notamment les Palestiniens d'Israël et les militants anti-occupation. Le texte ci-dessous est extrait d'un article de Dominique Vidal, « L'inquiétante radicalisation des dirigeants israéliens », publié dans le numéro d'octobre de l'Anticapitaliste mensuel.

Les extrémistes au pouvoir en Israël le savent : leur fuite en avant pourrait susciter, à terme, des réactions négatives de l'opinion. Si l'absence d'alternative à gauche a poussé les Israéliens toujours plus vers la droite, cette évolution a (encore ?) des limites : selon une enquête d'opinion, la moitié des sondés n'estiment « pas sage » de poursuivre la colonisation de la Cisjordanie et 53 % s'opposent à son annexion. Voilà qui explique sans doute la deuxième dimension de la radicalisation de l'actuelle coalition : l'arsenal liberticide qu'elle a fait voter par la Knesset depuis le début de la décennie. Au cas où... En voici les morceaux de choix :

- une loi interdit tout appel au « boycott d'une personne en raison de ses liens avec Israël ou des régions sous le contrôle d'Israël » (2011) ;

- une autre prive de subventions d'État les organisations, institutions ou municipalités commémorant la Nakba, l'expulsion de 800 000 Palestiniens en 1948 (2011) ;
- le même texte instaure des « comités d'admission » pour décider si une ou des personnes venant s'installer dans une localité ou une cité sont « convenables » (2011) ;
- un amendement à la loi fondamentale sur le gouvernement porte à 3,25 % le seuil minimal en dessous duquel une formation politique ne peut pas être représentée à la Knesset (2014) ;
- une loi contraint les organisations non gouvernementales (ONG) à déclarer plusieurs fois par an les subventions en provenance de gouvernements étrangers, si celles-ci représentent plus de la moitié de leur budget (2016) ;
- unique au monde, un texte permet à 90 députés (sur 120)

- d'en expulser d'autres du Parlement, pour incitation, racisme ou soutien à la lutte armée (2016) ;
- une autre législation accorde des pouvoirs exceptionnels à l'État contre les « organisations terroristes » en Israël, y compris leurs « membres passifs ». Elle autorise le ministre de la Défense à confisquer sans jugement les biens des membres de ces organisations (2016) ;
- une loi permet l'emprisonnement à partir de 12 ans de mineurs accusés de plusieurs crimes violents (2016) ;
- une législation autorise Israël à refouler à ses frontières, les personnes ou les représentants d'entreprises, de fondations ou d'associations appelant au boycott (2017). Une liste de vingt ONG bannies sera même publiée début 2018 ;
- une autre loi, proposée par Bennett et votée en première lecture, permet au ministre de l'Éducation

- d'interdire à des associations dénonçant l'armée – en l'occurrence Breaking the silence qui mène campagne contre la violence de Tsahal dans les Territoires occupés – d'intervenir dans les établissements d'enseignement (2017) ;
- destinée à protéger Benjamin Netanyahu, une législation interdit à la police d'informer le procureur général de l'existence de motifs d'inculpation dans le cadre d'enquêtes portant sur des personnalités publiques (2017) ;
- une loi autorise le ministre de l'Intérieur à révoquer le droit de résidence à Jérusalem de Palestiniens suspectés de « déloyauté » vis-à-vis de l'État (2018) ;
- quasiment totalitaire, la dernière loi en date permet au Premier ministre et au ministre de la Défense de déclarer la guerre seuls, sans consulter le cabinet de sécurité et a fortiori le gouvernement (2018). **Dominique Vidal**

LA POSTE

La grève des postierEs du 92 se poursuit

Les postiers et postières du 92 sont désormais en grève depuis plus de 6 mois. Jusqu'ici, la direction de La Poste a joué sur le pourrissement de la situation en espérant une reprise des grévistes.

Dès le premier mois de grève, les grévistes ont reçu des paies à 0 euro. Dans le même temps, la direction refusait d'ouvrir toute réelle négociation. Malheureusement pour elle, la grève a non seulement passé l'été, mais elle s'est élargie à la rentrée, puisque deux nouveaux bureaux ont rejoint la grève reconductible. Le 18 septembre, c'est en effet le bureau de Châtenay-Malabry qui s'est mis en grève majoritaire et a reconduit. Quelques jours plus tard, c'est le service de collecte d'Asnières qui s'est joint au mouvement. Et depuis une semaine, les facteurEs de Gennevilliers, dont beaucoup d'intérimaires, exercent le droit de retrait, puisque leur chef a eu l'idée d'entreprendre des travaux sur le centre alors qu'il y a de l'amiante dans les locaux, et ce sans consulter le CHSCT!

Réussir le rassemblement du 31 octobre

Le 2 octobre dernier, la direction de La Poste a une nouvelle fois été déboutée par la justice dans sa tentative de remettre en cause le statut de représentant syndical de Gaël Quirante et de limiter sa liberté de circulation. Mais elle s'acharne et veut faire appel de cette décision. Le 31 octobre, Gaël est donc à nouveau convoqué au tribunal : les grévistes appellent à un rassemblement, auquel il est important que nous soyons nombreux et nombreuses!

Tenir la grève, fédérer les luttes

Car postiers et postières savent bien qu'ils et elles ne pourront pas gagner seuls dans leur coin. C'est la raison pour laquelle, depuis le début du conflit, ils tentent de multiplier les convergences avec d'autres secteurs en lutte. Le 4 octobre, les grévistes étaient présents auprès de Mickaël Wamen au procès de Goodyear à Amiens. Et samedi dernier, une délégation s'est également rendue à l'action organisée par les McDo en lutte à La Défense. Pour tenir ces six mois de lutte, postiers et postières ont également besoin du soutien financier et matériel de chacunE de nous. La solidarité financière doit se poursuivre, en continuant de verser à la caisse de grève, et en achetant les calendriers des grévistes (10 euros, 15 ou 20 euros prix de soutien). Un comité de soutien se réunit également tous les mardis à Paris : il est important d'y participer et d'essayer de développer ces initiatives un peu partout, car c'est aussi grâce à cette solidarité que les grévistes pourront gagner face à la direction de La Poste.

Correspondant

FORD BLANQUEFORT

On a besoin d'espoir pour lutter

Le feuilleton Ford continue... mais il n'est pas infini. Au fil des semaines et des mois, plus le temps passe et plus nous sommes dans un compte à rebours. Le suspens est là, grandissant. Allons-nous réussir à empêcher la fermeture de l'usine et à sauver des centaines d'emplois directs et des milliers d'emplois induits?

Nous sommes bien conscients que cela serait un exploit, mais nous avons l'ambition de le réaliser même si nous cumulons les difficultés. Il n'est pas question de faire un pronostic : on mène la bataille dans les conditions données, un point c'est tout.

Une possibilité de reprise?

Aujourd'hui, le déroulé des événements est déterminé par deux calendriers, celui de Ford et celui du gouvernement. Ford avance, avec son PSE de fermeture d'usine, une procédure de consultation lancée en juin qui s'achèvera les 17-18 décembre avec l'avis rendu par les instances CE et CHSCT. Après c'est la Direction du travail (Directe) qui a 21 jours pour homologuer (ou pas?) le PSE.

Nous avons quand même réussi à repousser la fin de cette procédure, par deux fois et de près de deux mois au total. Cela ne change pas la donne, mais c'est utile car cela nous laisse un peu plus de temps pour essayer de construire la mobilisation. Cela laisse aussi un peu plus de place à une possible reprise de l'usine. Car il y aurait une possibilité. C'est ce qu'affirme en tout cas le gouvernement, par la voix de son ministre de l'Économie. Officiellement, il y a un candidat à la reprise : il s'appelle Punch, il est belge, et il a déjà une usine à Strasbourg, qui fabrique aussi des boîtes de vitesses automatiques, reprise en 2013 après le départ de General Motors.

Rien de très reluisant chez ce patron, surnommé le « Tapie belge ». Il « achète » et revend, sans vraiment dépenser ou investir de l'argent. Des margoulines comme lui, il en existe pas mal dans l'industrie. Une espèce qui tendrait même à se développer tant les pouvoirs publics sont peu regardants. Il suffit de voir les

exemples récents des reprises à Metal Temple ou à GM&S, qui ressemblent à des « sous-traitances » de fermeture d'usines.

Pas d'illusions

Le gouvernement s'est donné un délai jusqu'à fin octobre pour obtenir un accord de reprise. D'un côté, on a donc Punch, qui veut acquérir l'usine de Blanquefort sans dépenser et, de l'autre, Ford, qui veut se débarrasser de son usine avec le moins de frais possible, et qui en même temps ne veut pas de reprise. Et au milieu, il y a l'État, qui joue les négociateurs pour aboutir à une solution.

Tout récemment, il y aurait eu une rencontre à trois, sauf que nous n'avons aucune information de ce qui se négocie entre ces gens. C'est « normal » : ça doit discuter gros sous et cela ne regarde pas les salariéEs que nous sommes, même s'il est en réalité question de nos emplois et de notre avenir. Alors a-t-on raison de croire qu'une reprise est possible? Certes, le gouvernement, empêtré dans ses difficultés, aurait besoin de

« sauver » une usine pour prouver son efficacité dans sa « lutte contre le chômage ». Ford aimerait bien partir tranquillement, avec la posture d'un patron social qui « protège » ses salariéEs. Enfin, Punch aurait besoin d'une nouvelle usine pour faire de nouvelles affaires. Mais est-ce que cela suffit pour autant à permettre la reprise? Certainement pas. Mais à l'heure actuelle, c'est notre seul « espoir » de sauver nos emplois. Ce n'est pas extraordinaire, mais c'est celui qu'on a trouvé dans une situation sociale qui n'en offre pas tant que cela. C'est le seul « espoir » aussi dans les conditions d'un rapport de force pas vraiment en notre faveur.

Ne pas se taire, ne pas subir

Il faut dire que la mobilisation reste malheureusement faible. Trop peu de salariéEs contestent ou résistent à la multinationale. Ce qui limite nos possibilités de mettre la pression sur Ford comme sur les pouvoirs publics. Cela limite aussi nos moyens de bousculer les événements, de réussir à changer la donne. Mais cela n'empêche pas tout. En multipliant les initiatives, en ne lâchant pas, nous arrivons malgré tout à mettre un peu la pression, suffisamment pour que tout ne soit pas complètement perdu aujourd'hui.

Et cette « hypothèse » de repreneur est sûrement, quelque part,

le résultat de notre ténacité, de notre acharnement à dénoncer la fermeture de l'usine par une multinationale qui fait des profits, de notre détermination à ne pas laisser tranquilles les pouvoirs publics, pour que leur posture d'impuissance ne soit pas tenable, pour qu'ils agissent pour maintenir les emplois directs et indirects.

Certains nous disent que cette hypothèse de reprise est une illusion ou un leurre. Peut-être. Mais peut-être pas. En tout cas, elle permet aujourd'hui d'avoir une perspective, une raison de mener la bataille des emplois, qui nous fait tenir en ayant autre chose en tête que d'améliorer la prime de licenciement. Et les semaines qui viennent sont importantes. Nous allons au mondial de l'auto à Paris le 12 octobre, à 30 salariéEs, pour tenir le « stand Ford » devant les portes du salon. Pas pour vendre des voitures évidemment, mais pour défendre nos emplois. Nous manifesterons contre la fermeture de l'usine à nouveau le 25 octobre à Bordeaux, toujours avec l'idée et l'objectif d'élargir la mobilisation dans et hors de l'usine. Nous sollicitons des soutiens largement, car notre lutte c'est celle de tout le monde. Nous sommes lancés dans une course contre la montre, persuadés qu'on n'est pas obligés de se taire et de toujours subir.

Philippe Poutou



LIBERTÉ POUR GEORGES ABDALLAH Toutes et tous à Lannemezan samedi 20 octobre!

Une nouvelle fois, nous manifesterons devant la prison de Lannemezan cette année.

Une fois de plus, une fois de trop! L'acharnement de l'État français en a décidé ainsi. Libérable depuis 1999, Georges Ibrahim Abdallah, militant communiste libanais, reste en prison malgré deux décisions de justice favorables à sa libération. Le Liban s'est depuis longtemps prononcé en faveur de son retour au pays, allant même jusqu'à proposer de le prendre en charge dès sa levée d'écrasement, aux portes mêmes de la prison.

Prisonnier politique

Mais rien ne semble ébranler la volonté des autorités françaises. Qu'ils soient de droite ou « socialistes », les gouvernements qui se sont succédé ont tous assumé de le maintenir en détention. En 2012, Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur, refusait, suite à une décision de justice pourtant favorable à la libération de Georges, de signer l'arrêté d'expulsion qui lui aurait permis de rejoindre son pays.

Cet acharnement a été dénoncé par Yves Bonnet, chef de la DST à l'époque des faits : « Aujourd'hui 30 ans après les faits, je trouve anormal et scandaleux de maintenir encore Georges Ibrahim Abdallah en prison. Je considère qu'il avait



le droit de revendiquer les actes commis par les FARL [Fractions armées révolutionnaires libanaises] comme des actes de résistance ». Effectivement, Georges est un résistant! Ne cédant à aucun compromis, il a imperturbablement, depuis sa cellule, continué à lutter

en défendant son identité de communiste combattant, de militant anti-impérialiste. Son engagement au côté de la résistance palestinienne reste sans faille, en dépit des difficultés que celle-ci a pu rencontrer depuis les 34 longues années qui ont tenu Georges à l'écart du combat. Les internationalistes d'ici ont une responsabilité majeure d'entreprendre toutes les actions susceptibles de hâter la fin de cette détention scandaleuse. C'est le sens que prendra notre présence devant la prison de Lannemezan. Rendez vous à 14 h devant la gare de Lannemezan, puis manifestation jusqu'à la prison. 34 ans de prison, 34 ans de résistance... Libérez Georges Abdallah!
Alain Pojolat

MCDONALD'S MARSEILLE

Patron-voyou, méthodes mafieuses

C'est l'histoire du grand gros McDo qui est tombé sur des salariéEs prêts à ne rien lâcher.

Marseille, 7 mai 2018. M. Brochiero décide de céder la franchise de ses six restaurants McDonald's à Marseille. L'un doit être repris par Hali Food, restauration asiatique halal, les cinq autres par M. Abbassi, qui possède déjà



LE BLANC (36) Mobilisation contre la fermeture annoncée de la maternité

Il y a 3 semaines, nous publions un article à propos de la bataille pour la réouverture de la maternité du Blanc. Depuis, le couperet est tombé : les autorités annoncent en effet la fermeture définitive de la maternité.

Lundi 1^{er} octobre se tenait dans les locaux de l'hôpital de Châteauroux une mission d'audit pour traiter le cas du service de maternité blancois, toujours en fermeture « temporaire ». Un rapport d'experts, mandaté par l'ARS Centre-Val-de-Loire, préconise « la fermeture de la maternité du Blanc et son remplacement par un centre périnatal de proximité avec le recrutement d'un gynécologue obstétricien pour porter le projet ». Pour justifier ce choix, le rapport parle d'« effectifs de la maternité du Blanc insuffisants » et de « perspectives de recrutement trop incertaines ». Un scandale quand nous savons que des candidatures ont été envoyées sans que les personnes n'obtiennent de réponses. Quelques jours avant cette réunion, une annonce de recrutement avait été trouvée sur le net, laissant entendre que la maternité de l'hôpital du Blanc serait très rapidement transformée en centre périnatal...

Mobilisation des éluEs et de la population

Il faut rappeler à quel point cette lutte est longue et connaît des rebondissements. Les actions sont de plus



DR

en plus visibles et l'implication de maires ruraux, souvent de très petites communes, donne un caractère particulier au combat. Lorsqu'une cinquantaine de photos officielles du président Macron sont déposées devant la sous-préfecture en signe de protestation, cela relève de l'inédit. Cela va même plus loin : lors de l'audit, une vidéo a tourné sur les réseaux sociaux, où l'on voit des éluEs de petites communes brûler des portraits d'Emmanuel Macron dans un cendrier. Un geste fort qui ne relève pas seulement du coup d'éclat, mais qui exprime la colère

profonde face à une affaire scandaleuse montée de toutes pièces et un mépris du monde rural qui est à l'image de la politique du président. On ne peut pas comprendre la colère des maires si on ne parle pas des actions de leurs administrés, qui ont créé une motivation mutuelle pour se battre. Parmi les « opérations coup de poing » récemment organisées par le collectif CPasDemainLaVeille, il y a eu ce défilé surprise de trente femmes sur le site castelroussain en tenue de « servante écarlate », inspirée de la série *The Handmaid's Tale*.

Un geste symbolique qui montre que fermer une maternité, c'est aussi s'attaquer aux droits et au corps des femmes. La question se pose désormais de la stratégie à adopter, en fonction de la situation et de nos capacités. On peut déjà observer que les éluEs, peut importe qu'ils et elles soient sincères dans leur combat ou bien qu'ils et elles cherchent à redorer leur blason, ne pèsent pas bien lourd dans la balance du rapport de forces. La création du collectif CPasDemainLaVeille a été une bouffée d'air frais car il y avait un manque d'actions, de radicalité dans la bataille pour la maternité les années précédentes. Ce collectif composé d'habitantEs auto-organisés a démultiplié les énergies, afin qu'on parle du soutien à la maternité tous les jours, et pas seulement à travers la bouche d'éluEs allant de réunion en réunion. La solution réside probablement dans la convergence de toutes les batailles locales, pour qu'elles se transforment en expression du ras-le-bol face à une politique de casse des services publics qui précipite la mort de nos campagnes.

Antoine Godon (NPA 36)

UNIVERSITÉS Lutte pour l'inscription des sans-facs à Nanterre

Depuis septembre, plusieurs assemblées générales et rassemblement des sans-facs et de leurs soutiens ont été organisés avec succès, et ont montré la combativité du mouvement.

De son côté, la présidence a organisé un travail de sape, annulant successivement plusieurs rendez-vous, jouant la montre pour tenter de décourager les non-inscritEs, le semestre étant alors déjà bien entamé.

Engagements et retournements de veste

Face à cela, l'assemblée générale des sans-facs et de leurs soutiens a décidé d'occuper le bâtiment administratif de l'université jusqu'à une prise en charge sérieuse des dossiers. Le mardi 2 octobre, une cinquantaine de sans-facs et de

Depuis plusieurs mois, les militantEs du NPA et de l'UNEF se mobilisent au côté des sans-facs à l'université Paris X Nanterre. Près de 500 de cas ont été recensés, mais la présidence de l'université nie jusqu'à l'existence même d'un problème autour des sans-facs et met tout en œuvre pour invisibiliser la lutte.



DR

militantEs ont alors réussi à entrer dans le bâtiment et, après plusieurs heures d'attente, devant le risque de fermeture administrative, la présidence a accepté d'entamer les discussions.

Un engagement écrit de Jean-François Balaudé (président de l'université) a alors été obtenu, concernant la prise en charge de l'inscription de 70 sans-facs parmi la liste prioritaire de 120 dossiers présentée par les camarades. Le jeudi suivant, un rendez-vous pour mettre en œuvre cet engagement a été organisé mais, lors de celui-ci, la présidence a retourné sa veste, jouant sur les mots, elle nie alors son engagement sur les 70 inscriptions, déduisant de ce chiffre les inscriptions obtenues précédemment par les militantEs.

Malgré cette trahison, la volonté des sans-facs et de leurs soutiens n'a pas faibli. Au contraire, un envahissement d'une réunion a eu lieu lundi 8 octobre, forçant M. Balaudé à recevoir une délégation du mouvement pour le confronter à ses agissements. À Nanterre, la lutte continue ! Nous nous sommes battuEs l'an dernier contre Parcoursup et le modèle néolibéral, aujourd'hui mobilisons-nous touTEs pour une université critique et émancipatrice au service de ceux qui la font, étudiantEs, personnels et enseignantEs.

Correspondant

AIR FRANCE Le bras de fer continue

Le nouveau PDG d'Air France/KLM venu d'Air Canada, Benjamin Smith, a pris ses fonctions le 15 septembre, en avance sur la date prévue. Car la crise est profonde à Air France, qui a vu le précédent PDG essayer une défaite cuisante lors du référendum de mai sur les salaires.

La pression des salariéEs et de l'intersyndicale, menaçant de reprendre le conflit, provoque des changements : démission surprise du directeur général d'Air France Franck Ternier le 27 septembre, suivie de celle du DRH central qui avait conduit les négociations, Gilles Gâteau, ex-chef de cabinet de Manuel Valls – et grand copain de la CFDT Air France. Une démission forcée annoncée le 1^{er} octobre, jour de la première rencontre entre Smith et l'intersyndicale en lutte (jamais reçue par la direction précédente).

Quelles augmentations ?

Samedi 6 octobre a eu lieu l'ouverture de « discussions salariales », réunissant tous les syndicats d'Air France et la direction. À l'issue de la journée, cette dernière a fait une proposition : + 2% (rétroactif) au 1^{er} janvier 2018, + 2% au 1^{er} janvier 2019, et un rendez-vous en octobre 2019 pour « parler du futur »...

À comparer avec l'accord salarial signé en février 2018 par la CGC et la CFDT, qui prévoyait 0,6% au 1^{er} avril 2018 et 0,4% au 1^{er} octobre 2018. Mais à comparer aussi avec l'inflation prévue de 2% en 2018 et de 2% en 2019... Si ces 2 + 2 = 4 sont pour 2018, un compromis est possible – avec de nouvelles hausses de salaire en 2019. Mais si rien n'est donné en 2019, on est loin du compte. Rappelons que la revendication qui a soudé l'intersyndicale est un rattrapage de 5,1% des salaires, car de 2012 à 2017 il n'y a pas eu d'augmentation générale.

Le bras de fer continue donc, sur fond de menaces de reprise du conflit, qui mine la confiance des investisseurs et contrarie les futurs projets du nouveau PDG. S'il veut la paix sociale, il faut qu'il la paie ! Car derrière ce mécontentement des salariéEs, il y a le coût de la vie qui augmente sans cesse : les salaires d'embauche (1350 euros pour un mécano débutant) ne permettent plus de vivre et se loger.

Un secteur mobilisé

Les conflits salariaux éclatent aussi dans les low cost, avec des grèves d'hôtesse et stewards chez EasyJet, et surtout des mouvements combinés à l'échelle européenne chez Ryan Air. Ryan Air dont la structure est basée sur des pilotes et stewards en partie auto-entrepreneurs, qu'on appelle ou qu'on jette à tout moment, sous droit du travail irlandais pour beaucoup... Le modèle low cost atteint ses limites, y compris pour la Commission européenne qui veut poursuivre Ryan Air pour son refus d'indemniser les passagerEs dont les vols ont été annulés à cause de la grève.

Des suppressions d'emplois sont annoncées parallèlement chez Hop!, la filiale court courrier domestique d'Air France. D'autres luttes sont donc à prévoir dans un secteur où les capitalistes peuvent gagner beaucoup d'argent, mais se heurtent à la résistance des travailleurEs, des pilotes aux assistantEs de piste.

Correspondant

de nombreux restaurants McDonald's dans la cité phocéenne. Très vite, les salariéEs se rendent compte qu'il s'agit d'une escroquerie. Le projet Hali Food n'est absolument pas viable, il s'agit d'un plan social déguisé. Quant à la cession des cinq autres McDo, il s'agit surtout d'aligner les droits de leurs salariéEs, à la baisse, sur ceux des franchises appartenant déjà à M. Abbassi.

Rien à brader ! Non aux licenciements !

Une histoire qui a commencé plus tôt. Une histoire faite de luttes qui arrachent une à une des droits et des avantages supplémentaires. Un 13^e mois ou une mutuelle digne de ce nom, cela finit par agacer Ronald McDonald's. Il doit absolument mettre fin aux ignobles

privileges de ces travailleurEs gagnant souvent des sommes astronomiques situées entre 800 et 1000 euros par mois ! Sûrement question de survie pour le pauvre petit McDo France, qui ne regardait pas d'un très bon œil le coût des nouveaux acquis de ses salariéEs pendant que les autres employéEs d'ailleurs, de McDo France ou des franchisés, discutaient avec intérêt des droits et autres primes que leurs collègues avaient arrachés. Pour en finir avec les revendications, les droits, les représentants du personnel et les syndicalistes des McDo de Mr. Brochiero, il a été décidé de licencier le plus possible, de faire pression, de vendre et de faire taire par tous les moyens. Mais là où McDo et ses exécutants ne voyaient que des petitEs salariéEs venus des quartiers

populaires, ils ont bien dû acter qu'il fallait affronter une solidarité exemplaire qui n'allait pas tarder à leur mettre plus d'un bâton dans les roues.

Méthodes fascistes et mafieuses

Le 7 septembre, la justice reconnaît que la reprise par Hali Food n'est pas viable et acte dans ce projet la collusion entre les différents repreneurs et propriétaires. Voilà M. Abbassi toujours visé par des enquêtes en cours, et embarrassé d'un paquet de salariéEs dont l'abnégation n'a d'égal que le capital de son patron, McDo France. En effet, alors qu'il a tout intérêt à faire taire ses salariéEs, surtout celles et ceux qui voudraient l'empêcher de brader leurs droits ou de bafouer le simple code du travail, menaces, coups, agressions et pressions diverses se

multiplient dans les restaurants (actuels et futurs) de M. Abbassi. Plus la bataille judiciaire avance pour les salariéEs, plus M. Abbassi est empêtré dans ces procès, plus la violence qui s'abat sur les travailleurEs des McDo redouble. Pour se protéger, les salariéEs exercent leur droit de retrait, beaucoup n'osent plus sortir seuls tant les agressions et les menaces sont nombreuses. Pour les représentantEs du personnel ou des sections syndicales c'est encore pire, braquage à main armée pour terroriser, coups à répétition, menaces diverses, le scénario est tel qu'il semble dépasser la réalité. Alors que rien de tel ne s'était jamais produit, on se retrouve obligé de s'enfermer dans le restaurant pour se protéger. À qui profitent ces actes ? Nous n'oserions l'écrire au

risque d'être accusé de diffamation et préférons laisser le soin à chacun de mener cette insurmontable enquête à suspens. Nous préférons rappeler que la solidarité entre et avec les salariéEs des McDo ne cesse de grandir et de gagner du terrain, un terrain local, national et international, une solidarité venue tant des postierEs de région parisienne que des salariéEs du Kansas ou des McDo du monde entier réunis à Londres début octobre. Le grand gros McDo qui se gave de profit serait-il tombé sur un os trop difficile à digérer ?

Pour nous, rendez-vous est pris : le 18 octobre il faudra être nombreux pour soutenir les salariéEs des McDo lors de la prochaine étape judiciaire au TGI de Marseille !

Correspondante

Les Nôtres**Un militant et un intellectuel:
au revoir Salameh Kaileh**

L'intellectuel et militant marxiste palestinien-syrien Salameh Kaileh nous a quittés le 2 octobre. Il est décédé à Amman, en Jordanie, à 63 ans, après avoir longtemps lutté contre le cancer. Il a été enterré à Amman après le refus des forces d'occupation israéliennes qu'il soit inhumé dans sa ville natale à Bir Zeit en Cisjordanie (Palestine).



Né en 1955 à Bir Zeit, Salameh a étudié à Bagdad (en Irak) et à Damas (Syrie). Salameh était diplômé de l'université de Bagdad en 1979 avec une licence en sciences politiques. En 1981, il s'est installé à Damas, en Syrie. Il était déjà considéré comme un penseur et militant marxiste important. Il est l'auteur de plus de 30 livres sur divers thèmes, tels que l'impérialisme, le marxisme, les limites du mouvement nationaliste arabe, la mondialisation, le sionisme, etc.

Salameh Kaileh a particulièrement critiqué les sections des gauches arabes qui ne s'opposaient pas aux régimes tyranniques de la région, et dès lors portaient atteinte à l'héritage socialiste et marxiste. Ses critiques sur ces sections de la gauche arabe visaient à créer et à cristalliser une nouvelle gauche arabe révolutionnaire au sein de la jeunesse de la région.

Sa lutte contre l'état d'Israël, les régimes autoritaires de la région, les forces fondamentalistes religieuses et les différents impérialistes ont marqué son militantisme politique depuis des décennies. Il avait d'ailleurs compris depuis longtemps le lien entre la libération du peuple palestinien et celle des peuples de la région, en appelant à la chute des régimes autoritaires pour permettre la libération de la Palestine.

Il a souffert de la répression du régime syrien à plusieurs reprises. Il a été emprisonné une première fois en 1992 pour une durée de huit ans, souffrant également des tortures de ses geôliers, pour s'être opposé à la collaboration et participation de Damas à l'intervention des États-Unis contre l'Irak en 1991 et contre le despotisme du régime d'Assad. En 2012, il fut à nouveau emprisonné par les services de sécurité du régime Assad pour son soutien au soulèvement populaire syrien. Après plus de 3 semaines d'emprisonnement et de torture il fut déporté vers la Jordanie.

Malgré l'exil et la maladie, Salameh Kaileh n'a jamais cessé de militer pour la révolution syrienne et les autres soulèvements populaires de la région, tout en maintenant ses principes progressistes contre toutes les formes d'oppression et d'impérialisme.

Le décès de Salameh Kaileh est une perte pour les progressistes du monde entier.

Au revoir camarade...

Joseph Daher

Jean-François Mension

Jean-François Mension est décédé vendredi 28 septembre 2018, à son domicile à Digne. Il avait 62 ans. Il était le fils de Jean-Michel Mension, Alexis Violet, infatigable militant jusqu'à sa mort en 2006.

À travers les générations, Rose et Robert Mension ses grands-parents résistants et communistes, Jean-Michel, son père, un fil conducteur : ne jamais accepter l'inacceptable, ne jamais s'arrêter de lutter pour un monde plus juste. Jean-François a milité très jeune, au lycée Voltaire avec la Ligue communiste, le 31 décembre 1975, il défilait sur les Champs-Élysées pour la défense des comités de soldats, plus tard à Saint-Denis il s'est impliqué dans le mouvement écologique, élu sur la liste des Verts de 1995 à 2001. Parallèlement, salarié de la Caisse primaire d'assurance maladie, il militait à la CGT. Une de ses collègues et camarade syndiquée lui a rendu hommage lors de la cérémonie au cimetière Saint-Pierre de Marseille, le décrivant comme quelqu'un à la fois très réservé sur sa vie et défendant ses idées avec passion et conviction. Sa santé déclinant, il s'est installé à Digne, mais la maladie l'a rattrapé. Il laisse le souvenir de quelqu'un de courageux dans ses convictions, d'une très grande culture, ouvert aux autres, affectueux avec ses proches.

**De l'argent pour les
campagnes du NPA**

Poursuivre les militantEs devant les tribunaux fait partie de la guerre de classe que le gouvernement mène contre les forces militantEs. Soutenir les luttes, celles des postierEs ou des salariéEs de l'hôtel Park Hyatt, élaborer et mener une campagne contre les licenciements et les suppressions d'emplois dans le privé, à commencer par Ford Blanquefort, mais aussi contre le plan de suppression d'emplois de Macron dans le public. Construire les mobilisations pour la défense de l'avortement, contre les violences faites aux femmes, ou les violences policières. Participer à des actions de solidarité internationale (que nous voudrions beaucoup plus fortes et nombreuses), à celles en soutien aux réfugiéEs ou pour la justice climatique et contre le nucléaire. Ces différents fronts de la lutte des classes nécessitent aussi des moyens financiers, car l'argent, c'est le nerf de la guerre, comme chacunE le sait.

**De l'argent pour une campagne
contre Macron, l'Europe du fric
et des barbelés**

Il s'agit également, bien sûr, de garantir l'apparition du NPA lors de la prochaine échéance électorale européenne, qui sera aussi la première du mandat de Macron et du gouvernement Philippe, et qui aura un coût financier important. Quelle que soit l'issue des discussions avec Lutte ouvrière, qui se poursuit, le NPA aura besoin de financer ses apparitions, son matériel, son activité militante... pour être une force politique crédible, une voix qui s'élève contre la politique du gouvernement, contre ses réformes antisociales, contre

Souscription du NPA**Faire de la politique, c'est
aussi de l'argent!**

En cette rentrée, faire face à la répression et soutenir les luttes en cours sont parmi les priorités qui mobilisent les militantEs et les finances du NPA.



cette Europe des profits et des inégalités. La concurrence actuelle entre les États en Europe sera payée par les travailleurEs, et parmi eux les plus fragiles, les immigréEs et les exiléEs. Cette Europe-là, nous n'en voulons pas. Nous savons qu'il faudra batailler pour faire entendre la voix de l'internationalisme. Alors, pour ça, il est plus que temps de s'y mettre... Cette campagne pour «une voix anticapitaliste et internationaliste» passe par cette étape : récolter de l'argent. Bien que sans illusion sur la démocratie représentative aux élections européennes, nous souhaitons nous faire entendre dans ce qui risque d'être une campagne cacophonique et nauséabonde. Nous voulons ouvrir une perspective politique de transformation sociale en donnant corps à nos revendications : ouverture des frontières, liberté d'installation et de circulation, annulation de la dette, désobéissance aux traités européens, programme d'urgence sociale, démocratique et écologique. C'est l'ensemble de ces choix qui motive le chiffrage d'une souscription à la hauteur d'1,5 million d'euros. C'est pour les mettre en œuvre que nous avons besoin de touTEs celles et ceux qui pensent que sur ces différents terrains de lutte, le NPA est utile.

Conseil politique national**Contre-offensive face à Macron et liste aux
européennes avec LO au cœur des débats**

Le Conseil politique national du NPA s'est tenu le week-end des 6 et 7 octobre.

Les travaux ont débuté comme toujours par une discussion sur la situation sociale et politique. Malgré l'absence de résolution d'orientation votée majoritairement, la discussion a mis en évidence la nécessité de faire émerger les conditions d'un vaste mouvement d'ensemble contre la politique du patronat et du gouvernement Macron, certes affaibli par la succession d'affaires, de scandales et de démissions, mais néanmoins plus que jamais à l'offensive. Une fois constaté collectivement l'inadéquation des réponses apportées par l'ensemble des directions syndicales à un tel enjeu et les difficultés à faire du 9 octobre autre chose qu'une énième journée de mobilisation sans lendemain, des nuances et des divergences se sont exprimées, et sur l'analyse du rapport de forces, et sur la capacité des militantEs révolutionnaires à faire bouger un

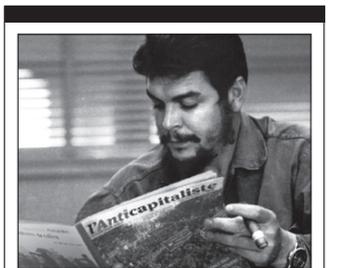
tant soit peu les coordonnées de la situation. La Rencontre nationale des salariéEs du public et du privé organisée le week-end des 8 et 9 décembre à la Bourse du travail de Saint-Denis à l'initiative du NPA sera une échéance majeure pour approfondir l'ensemble de ces questions. Un matériel public d'appel à cette rencontre sera édité très prochainement. Une motion de soutien à la grève des postiers et postières du 92, qui dure depuis plus de six mois a également été votée très largement. Elle encourage notamment tous les militantEs à se rendre au rassemblement de soutien à Gaël Quirante lors de son prochain procès au tribunal de Versailles le 31 octobre, où se jugera sur le fond le maintien ou non de son mandat de représentant syndical, ainsi que les modalités de sa liberté de circulation dans les bureaux de poste.

**Développer la démarche
unitaire auprès de LO**

Le CPN de juin dernier avait acté de proposer une campagne commune avec Lutte ouvrière pour les élections européennes de 2019. Les différentes rencontres qui ont eu

lieu entre les deux organisations ont montré des difficultés, mais aussi une volonté, des deux côtés, de poursuivre et d'approfondir la discussion. À la suite d'un débat animé, le CPN a adopté une motion qui développe et approfondit la volonté de faire une campagne commune avec LO. Cette motion rappelle que les élections européennes constitueront le premier test électoral national pour le gouvernement Macron, et qu'il est nécessaire d'y faire entendre une voix anticapitaliste et révolutionnaire, en toute indépendance de classe. Contre les tentations racistes, xénophobes, et protectionnistes véhiculées par tous les politiciens jusque dans les rangs de La France insoumise, il faut faire vivre l'internationalisme de classe, et mettre en avant la nécessité du tous ensemble, du regroupement des luttes comme perspective pour faire reculer le patronat et le gouvernement à son service. Dans cette perspective, une campagne commune de LO et du NPA offrirait un pôle d'extrême gauche incarnant une voix internationaliste, anticapitaliste et révolutionnaire.

Armelle Pertus



L'Anticapitaliste la revue
Le n°100 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :
L'Anticapitaliste, 2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Essai

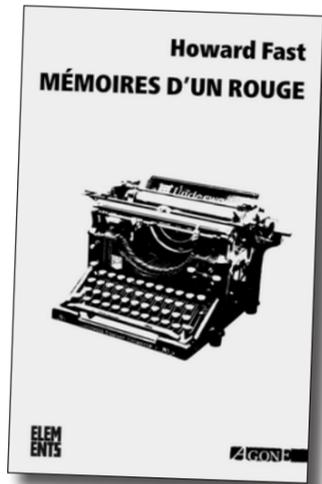
Mémoires d'un rouge, d'Howard Fast

Agone, 600 pages, 13 euros.

En ces temps de renouveau de la gauche étatsunienne, il est heureux que les éditions Agone rééditent les *Mémoires d'un rouge* (écrites en 1990), d'Howard Fast (1914-2003) qui retracent à la fois une histoire individuelle, celle d'un Juif new-yorkais pauvre obligé de travailler dès l'âge de dix ans et devenu un écrivain connu, et un pan d'une histoire collective, celle du Parti communiste américain.

L'apogée du Parti communiste américain

Fast, passant d'un métier à l'autre, réussit à faire de brèves études. Il se rapproche du Parti communiste et publie son premier livre, à 19 ans, en 1933, mais doit reprendre un travail dans un atelier de confection. Il finit cependant par pouvoir vivre de sa plume et accède progressivement à la notoriété. Cette période est celle de l'apogée du PC américain, qui compte des dizaines de milliers de membres (plus de 60 000 en 1944), et une large frange de sympathisants. Il s'est renforcé durant les années de crise économique en apparaissant notamment à l'avant-garde de la défense des chômeurs et du renouveau du syndicalisme. Il a une forte audience chez les



intellectuels, dont certains, parmi les plus connus, gardent secrète leur adhésion. De 1941 à 1945, le PC subordonne son activité à l'effort de guerre, au point de combattre les grèves.

Tout au long de son livre, Fast s'attache à décrire le Parti communiste comme un « parti politique américain » loin de tout projet de renversement violent du gouvernement et ignorant (y compris pour ses dirigeants) de ce qui se passe dans l'URSS stalinienne. En 1945, un décret de Truman, devenu président après la mort de

Roosevelt, oblige toute personne travaillant pour le gouvernement fédéral à déclarer qu'il n'est pas communiste. À partir de là, la vague de répression anticommuniste connue sous le nom de « maccarthysme » se déchaîne. La Commission des activités anti-américaines du Congrès convoque Fast (pour son activité dans un comité d'aide aux réfugiés antifascistes) et il passe aussi devant un tribunal.

Livres retirés des bibliothèques publiques

Le PC est désormais isolé, ses effectifs baissent. Ses dirigeants sont poursuivis pour complot en vue de renverser le gouvernement. Les communistes, réels ou supposés, sont mis sur liste noire, exclus de bon nombre d'emplois et des syndicats. Leurs passeports sont confisqués. Les romans historiques de Fast (il est notamment l'auteur d'un *Spartacus*) sont retirés des bibliothèques publiques malgré leur vif succès.

Condamné à trois mois de prison, il avait fait appel mais doit finalement purger sa peine. Sorti de prison, il recommence à militer. Il explique qu'ensuite ses relations avec la direction du PC américain se détériorent progressivement mais cependant il reçoit en 1952 le prix

Staline pour la paix et intègre la rédaction du journal du parti. Après la mort de Staline, les divisions s'accroissent dans le PC américain (qui compte encore 20 000 membres). Le rapport Khrouchtchev, en 1956, accroît la crise et Fast quitte un parti qu'il considère désormais comme mort, mais ne renie pas son passé. Il continue à écrire et publie notamment un excellent polar : *Sylvia*. Fast a fait preuve d'un indéniable courage dans sa vie militante et en a payé le prix comme des milliers de communistes américains, sans oublier les militants trotskistes. Deux points de son autobiographie incitent à réflexion. Son insistance sur l'ignorance de la réalité soviétique des dirigeants communistes : naïveté ? Duplicité ? Ou volonté de préserver de l'opprobre dans un contexte de répression les dirigeants ou ex-dirigeants du PC ? Le second point est la question noire : Fast, bien que fermement antiraciste, apparaît peu disposé à comprendre les tensions qui en résultent dans la vie interne du parti. Sur ce sujet, Chester Himes a écrit un roman très éclairant : *La croisade de Lee Gordon* (10/18), malheureusement non réédité. On peut enfin signaler que vient de paraître en français le puissant roman semi-autobiographique d'un autre écrivain (bien moins connu que Fast) militant du PC américain, Michael Gold : *Juifs sans argent* (Nada, 20 euros).

Henri Wilno

Cinéma

Chris the Swiss, d'Anja Kofmel

Film Suisse / Croate / Allemand / Finlandais, 2018, 1h25.

Qui était vraiment Chris the Swiss (Chris le Suisse), comme on l'appelait en Croatie aux débuts des années 1990 ? Sa cousine Anja Kofmel, dessinatrice et réalisatrice de films documentaires, s'est lancée en 2010 sur les traces de son cousin Christian Würtenberg, dont la mort en 1992, alors qu'elle avait dix ans, l'avait profondément marquée au point de susciter chez elle des cauchemars récurrents.



Un film de guerre particulier

Il en résulte un film passionnant, qui relève à la fois du cinéma d'animation et du documentaire. La réalisatrice fait un véritable travail d'enquête. Chris a eu, avant d'aller sur le front croato-serbe, un parcours bizarre qui l'avait mené, encore mineur, dans l'armée sud-africaine de l'apartheid qui combattait les indépendantistes namibiens. Sa route avait aussi croisé le terroriste Carlos qui, depuis sa prison, déclare à sa cousine qu'il a été éliminé car il était un espion des services secrets suisses. Chris est parti en Croatie comme journaliste. Il a effectivement réalisé des reportages, mais il est mort étrangement revêtu de l'uniforme d'une unité internationale dépendant de l'armée croate et composée de mercenaires d'extrême droite. Les dernières pages de son carnet de notes ont été arrachées. Il aurait été en train d'enquêter sur les soutiens étrangers de cette milice, notamment du côté de la « respectable » Opus Dei, organisation catholique tentaculaire et fort riche. L'ayant découvert, son chef a donné l'ordre de l'assassiner. Ce chef, Chico, au parcours compliqué, finira lui-même plus tard éliminé par des unités spéciales boliviennes car il préparait un attentat contre le président Evo Morales. Qui était Chris ? Le film ne tranche pas vraiment : un journaliste prêt à prendre des risques immenses pour dénicher des informations ou bien un aventurier énigmatique ne répugnant pas aux contacts avec des fous de guerre fascistes. *Chris the Swiss* est donc un film de guerre particulier qui, outre ses qualités graphiques, permet de revenir sur les débuts d'un conflit qui a ensanglanté l'Europe entre 1991 et 2001. Un de ses principaux intérêts est d'aborder la question de la participation à cette guerre, du côté croate, d'aventuriers d'extrême droite liés à des réseaux internationaux, notamment ultra-catholiques – d'autres réseaux ayant, par ailleurs, soutenu les Serbes.

HW

Disparitions

Décès de René Pétillon : Jack Palmer doit retourner au Paradis !

Le créateur des personnages du *Baron noir* et de *Jack Palmer*, détective le plus minable de la planète, s'est éteint le 30 septembre à l'âge de 72 ans. Auteur de nombreuses BD à succès, René Pétillon était aussi un des grands du dessin politique de presse, un ami de Cabu et de bien des dessinateurs de *Charlie* (Charb, Tignous). Il dessina dans le *Canard enchaîné* mais aussi dans *l'Enragé*. Son dessin politique était tout en subtilité et démasquait en finesse les travers et les crimes du monde de la finance, ainsi que les mœurs politiques.



De Palmer au Baron noir en passant par Super Catho

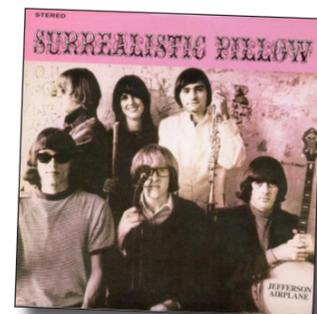
C'est toutefois l'auteur de BD que nous retiendrons. Dès 1972, il entre à *Pilote* et y crée, en 1974, son fameux détective incompetent à gros nez : *Jack Palmer*. Le succès est immédiat. Le personnage fait le bonheur des lecteurs de BD, de *Pilote*, de *Charlie mensuel*, de

l'Écho des Savanes, et du *Canard enchaîné* pour la fameuse *Enquête au Paradis* (fiscal bien entendu). Dès 1989, René Pétillon fut honoré par ses pairs en recevant le Grand Prix du Festival d'Angoulême pour l'ensemble de son œuvre. Onze ans plus tard, c'est *l'Enquête corse* qui recevra le prix du meilleur album dans la ville charentaise. Si *l'Enquête corse* reste son plus grand succès – elle fut même portée au cinéma –, deux autres Palmer ont notre préférence : *Enquête au Paradis*, où une simple photo anodine de Palmer va déclencher des cataclysmes en série avec interventions des mafias russe, colombienne et des notables du Paradis fiscal (une certaine principauté). *L'Affaire du voile* montre tout le savoir-faire de l'auteur pour aborder un sujet ultra-sensible. Les clichés racistes sur l'islam y sont dénoncés comme les dangers de l'extrémisme avec une ironie qui fait mouche.

En dehors de Palmer et du Baron noir, Pétillon a créé, seul ou en collaboration, bien d'autres personnages. Citons ici l'album dessiné par Florence Cestac, *Super Catho* : un régal ! Pétillon est parti. En remerciement pour l'éducation catholique traditionnelle reçue en Bretagne, Dieu l'a envoyé directement au Paradis où Jack Palmer n'arrête pas de gaffer et de découvrir des turpitudes « hénaurmes ». Qui écrira cette nouvelle aventure ? **Sylvain Chardon**

Marty Balin, co-fondateur de Jefferson Airplane, est décédé

À l'instar du Grateful Dead, autre mythique groupe de rock psychédélique californien, Jefferson Airplane dispose d'une fondation où se regroupent les survivants du groupe et les fans (il serait sans doute plus juste d'écrire les enfants et petits-enfants de...). La fondation a salué la mort, le 27 septembre à l'âge de 76 ans, du co-fondateur, guitariste, chanteur et compositeur du groupe en ces termes : « Avec Marty, nous avons perdu une vraie légende. Il a aidé à démarrer une révolution qui vit toujours aujourd'hui. » Ces mots, dans l'Amérique de Trump, ont une signification forte car c'est bien la révolution que chantait le groupe en pleine guerre du Vietnam en 1969. Il débordait ainsi les mots d'ordre plus pacifistes du mouvement antiguerre notamment avec leur album *Volunteers*¹.



Woodstock en 1969 et tous les festivals et grandes salles du monde qui voulurent bien les accueillir. Le Jefferson fut interdit de séjour en France pendant une période, et ce n'est qu'une reformation tardive sous le nom de Jefferson Starship, qui put enfin se produire à Paris en 1999.

Il nous reste la musique du Jefferson et des albums inoubliables tels que les « *Surrealistic Pillow* » (contenant l'hymne « *Somebody to love* »), « *Volunteers* », « *Dragon Fly* », « *Red Octopus* » et les live où les musiciens et leur incroyable chanteuse Grace Slick se donnaient à fond, au propre comme au figuré. Pas de nostalgie à avoir, les Jefferson ont semé des graines en Californie et ailleurs dans le monde. Elles ont déjà commencé à germer.

SC

1 – « Got a revolution / Oh, ain't it amazing all the people I meet? / Got a revolution / One generation got old / One generation got soul / This generation got no destination to hold / Got a revolution / We are volunteers of America »

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43
Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

« Des grosses agences rachètent les festivals de musique et en font des usines à fric »

Peux-tu nous parler de la première vie de Carnalorock ?

Le festival a eu lieu chaque année de 1990 à 1997. Au départ, il y avait un bal, le soir du dimanche du carnaval de Saint-Brieuc. Le carnaval reposait beaucoup sur l'équipe du Foyer Paul-Bert, un FJT/MJC « de gauche », à l'époque, qui accueillait de jeunes immigrés et des réfugiés. Il y avait un atelier sérigraphie au sous-sol, d'où sont sorties pas mal d'affiches politiques, et puis on y faisait des réunions : pour la Kanaky, le Comité antifasciste, les 24 heures contre l'extrême droite... Un jour, une équipe autour du foyer et du quartier, a proposé, à la place du bal, de faire une soirée pour les jeunes : Carnalorock est né comme ça, tout simplement, en 1990. On s'est situé d'emblée dans la tradition des concerts du Baracuda (bar à concert du coin de Saint-Brieuc) autour d'une mouvance rock alternatif, mais pas seulement, avec les labels indépendants, contre les majors, des groupes comme Casse-Pipe, Ludwig, Parabellum, Les Sheriff, Pigalle... On a tenu comme ça jusqu'en 1997. En 1994 on est passé à 2 jours, dans la même salle. Sont passés des groupes comme les Rita Mitsouko, Arno, I Am, Exploited... Puis, la lassitude a peu à peu gagné l'équipe, entièrement bénévole. On nous a mis des bâtons dans les roues, les demandes en sécurité sont devenues de plus en plus draconiennes, la pression a augmenté de plus en plus de la part des politiques : notre public, très antisystème, dérangeait... En 1997, pour la dernière édition, Jean-Michel Jouyaux et Michel Daval, le graphiste et le dessinateur, ont intitulé notre affiche : « Silence » !

Et vingt ans après...

On en parlait depuis 2011, mais à ce moment-là on a eu des problèmes avec Jean-Michel Boinet, de Art-Rock, qui manifestement voulait rester le seul sur la ville... En 2016, on s'est revu : un copain skipper avait été arrêté, emprisonné à Barcelone pour un prétendu trafic de drogue - il a été blanchi ensuite. L'asso de soutien, c'était beaucoup des anciens de Carnalorock, s'est démenée pour le faire libérer, avec l'appui, il faut le dire, d'Alain Cadec (alors député européen LR, actuel président du Conseil départemental). C'est ça la base du nouveau Carnalorock. Et puis, beaucoup de monde connaissait « Carnalorock », par le nom ou pour y avoir participé, qui pendant sept ans avait permis au public de Saint-Brieuc et des Côtes-d'Armor de découvrir des groupes régionaux, nationaux et internationaux. Le festival avait marqué les mémoires, il avait laissé un vide !

On a monté l'association « Les déboucheurs de tympan », et très vite tout s'est enchaîné... J'ai rencontré les Ludwig sur un concert, qui m'ont dit oui tout de suite. Mon ancienne boîte, 3C, pour laquelle j'ai été tourneur pendant quelques années, et Diogène, une boîte de prod de Brest, ont accepté de co-gérer le festival. Ils nous apportent leur garantie professionnelle et laissent à l'asso l'entière maîtrise de la programmation, des bénévoles et des subventions. Ça a été notre manière de nous garantir contre

Entretien. Carnalorock, le festival briochin de rock alternatif, prépare la deuxième édition de sa « nouvelle vie » : l'Anticapitaliste a rencontré **Samuel Burlot**, par qui tout a recommencé...

les multinationales du spectacle qui sévissent dans le monde des festivals en ce moment...

La première édition de la deuxième vie de Carnalorock a été un succès - à guichets fermés - : c'est tous des nostalgiques, ou y a-t-il un nouveau public ?

Nombreux ont été celles et ceux qui ont fait part de leur bonheur de revivre un festival qui leur fait écho et qui leur ressemble ! Alors des nostalgiques, oui, beaucoup, surtout sur la première soirée, venus en famille avec leurs enfants ou leurs potes d'il y a 20 ans. Par contre, le deuxième soir, c'était beaucoup plus jeune. La seconde édition est souvent la plus dure car on perd l'effet de surprise. Reste à forger une base de public nouveau, à fidéliser... Faire venir beaucoup de nouvelles personnes, vu le contexte économique, la baisse du pouvoir d'achat, c'est beaucoup plus difficile. Ce nouveau départ nous a confortés sur le fait que ce festival répond à un besoin. Ce qui nous motive à relancer une nouvelle édition en 2018 (le vendredi 19 et le samedi 20 octobre 2018 à Robien). L'association Les déboucheurs de tympan est d'ores et déjà mobilisée pour cette nouvelle édition.

Peux-tu nous dire un mot de l'évolution du modèle économique des festivals ?

C'est la marchandisation du secteur : des grosses agences, comme Live Nation, AEG, Download Festival, souvent appuyées sur des fonds de pension, rachètent les festivals, achètent le nom, et en font des usines à fric. C'est la fin de l'indépendance, c'est la fin de la diversité. Par exemple, le Hellfest : même s'il reste encore un vrai festival indépendant, sans subvention (refusée par le département de Loire-Atlantique car satanique et subversif !), son nom a été racheté par Drouot. Il est devenu une marque, avec une floraison de produits dérivés, dans le but de faire du rendement. Ces



pratiques font augmenter de façon exponentielle les cachets, et de ce fait raccourcissent la saison car les groupes tournent à fond l'été et, passé septembre, on a du mal à les avoir. Cela met en difficulté les petits festivals qui ne peuvent plus se payer certains artistes très connus ! La Bretagne résiste assez bien à cela, avec un gros maillage de festivals restés indépendants, mais tous sont menacés à brève échéance s'ils n'arrivent pas à mutualiser leurs forces contre les grosses industries. Le véritable exemple d'indépendance, ce sont Les Vieilles Charrues, qui vivent sans subvention et résistent aux grosses industries grâce à l'identité forte de la Bretagne et de son public, ses sponsors et partenaires. Mais le risque est grand et tout cela ne tient qu'à un fil : l'affluence...

Et les subventions ?

Nous sommes subventionnés à 15%, on voudrait monter à 25%. Les subventions proviennent de la ville, de l'agglo, et du Conseil départemental... mais toujours rien de la région ! 80% du risque repose quand même sur nous (sur l'affluence). Je trouve légitime que la culture, l'art, reçoive de l'argent public - c'est nos impôts ! - je suis pour la culture pour tous ! Mais

il n'en faut pas trop. On ne veut pas être redevable, on ne veut pas vivre là-dessus. D'abord, il faut partager : pas question pour nous de voir un festival largement financé en laissant les autres sans moyens. Ensuite, on tient à rester indépendant : quand on voit Thibault Guignard (vice-président du CD) qui voudrait faire signer une « charte de moralité » aux artistes...

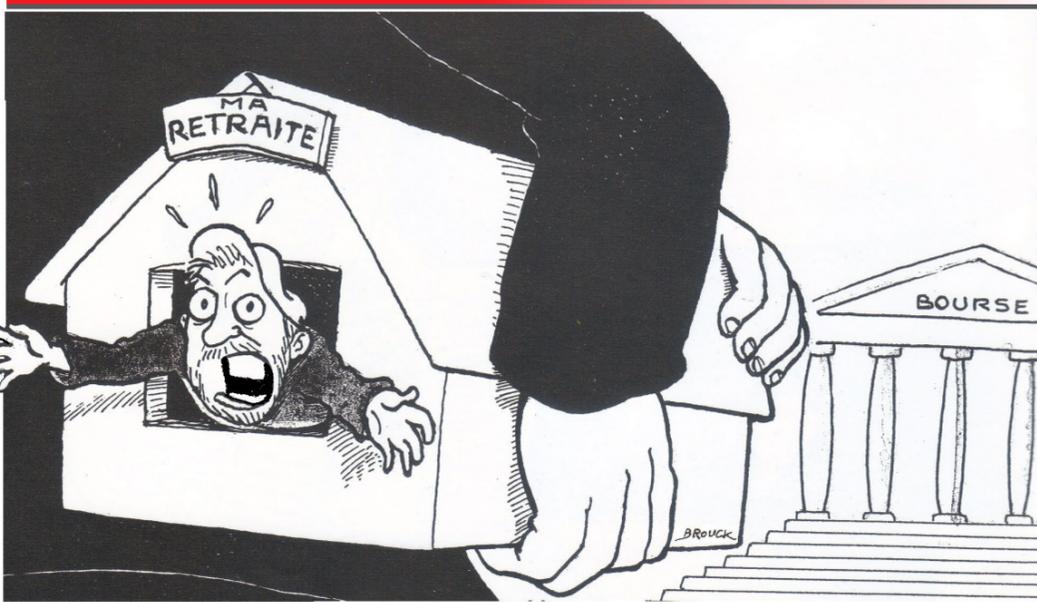
Vous faudra-t-il grossir pour tenir ?

La « recette », c'est d'abord la coproduction, je l'ai dit. C'est vrai qu'on voudrait bien montrer que l'on peut tenir dans cette jungle. On s'est donné 2-3 ans mais on pense qu'il faudra peut-être changer de site afin de passer notre jauge de 2000 à 5000. Comme ça on pourrait programmer des groupes plus importants, donc plus chers. Nous restons dans l'idée d'un développement maîtrisé, avec des collaborations locales - la salle de la Citrouille fait déjà une soirée d'ouverture - et avec une sorte de mutualisation comme cela s'envisage avec Art'Rock.

Nos lecteurs t'ont connu militant : ton engagement dans Carnalorock est-il une forme de continuité ? Autrement dit, « la musique, cette musique, c'est politique » ?

Mon combat, je l'ai toujours en moi. Entre la musique et la politique, oui, il y a une continuité : je ne programmerais pas des groupes pas clairs. On est loin de la variété et du business, et les groupes qui viennent ont en commun une éthique. Beaucoup ont une couleur antifa prononcée - même si c'est moins le cas qu'avant... Mais dans le festival, on ne met pas ça en avant, il n'y a pas besoin : d'une part, la plupart d'entre nous - musiciens ou organisateurs ! - on sait ce que c'est la galère, d'autre part, la plupart des groupes, qu'ils soient plutôt rock ou reggae, partagent ces valeurs. **Propos recueillis par Vincent Gibelin**
Infos sur le festival : www.carnalorock.com et <https://fr-fr.facebook.com/carnalorock2018/>

L'image de la semaine



Vu ailleurs

MARCHANDS DE MORT

La guerre au Yémen dure depuis plus de trois ans, mais aucune partie au conflit ne manifeste de volonté réelle d'y mettre un terme. Le nombre des victimes est gelé depuis 2016 à 10 000 morts recensés, mais les estimations d'un institut indépendant comme l'Armed Conflict Location & Event Data Project (Acled) se montent plutôt à 50 000. Un chiffre qui exclut les personnes mortes de faim alors que tout porte à croire que la guerre menée par la coalition arabe est dirigée contre la population. [...]

Selon l'ONG Save The Children, cinq millions d'enfants sont menacés de famine. Dans un reportage paru dans The Intercept le 21 juin, la photojournaliste Alex Potter raconte des histoires de familles brisées parce que le mari ne peut plus subvenir aux besoins de ses proches, ou celles de patients qui n'ont plus les moyens de se soigner à l'hôpital et rentrent mourir chez eux. ONG et médias n'hésitent plus à dénoncer l'emploi d'une stratégie de la famine comme arme de guerre, famine contre laquelle l'ONU avoue « perdre le combat ». [...] Face à ce désastre, l'exécutif français, maintes fois interpellé par les ONG, reste inflexible. Tout en organisant à la va-vite une conférence humanitaire en juin 2018 qui s'est soldée par une simple réunion d'experts, elle continue à soutenir la coalition arabe à travers ses ventes d'armes et une assistance militaire.

En 2017, la France a livré pour 1,4 milliard d'euros d'armes à Riyad ; c'est plus que les montants déjà élevés des années précédentes : 1 milliard en 2016 et 900 millions d'euros d'armement en 2015. Si la transparence fait toujours défaut, de nouveaux contrats ont pu être signés cette année. Dans le Télégramme, le journaliste Jean Guisnel fait état de la vente de patrouilleurs maritimes (Constructions mécaniques de Normandie, CMN) et de nouveaux canons Caesar (Nexter).

Du côté des Émirats, la France a vendu pour 227 millions d'euros d'armement en 2017, un montant dans la ligne de ceux enregistrés habituellement (entre 200 et 400 millions). En novembre 2017, Abou Dhabi a commandé 5 avions Airbus multirôles et 2 corvettes Gowind (Naval Group). Enfin, les Chantiers Couach ont conclu le 20 mars 2018 un contrat avec la société émiratie ADD Military Supplies ayant trait au transfert de technologies navales. Mais avec 1,1 milliard d'euros d'achat d'armement, constitué en grande partie d'hélicoptères Caracal, c'est le Koweït qui est devenu le premier client de la France en 2017. Au total, les pays du Proche-Orient représentent 60% des prises de commande françaises en 2017. [...]

Tony Fortin, « La France partie prenante de la guerre contre le Yémen », *Orient XXI*, 7 octobre 2018.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 38 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 76 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org